L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

2 F

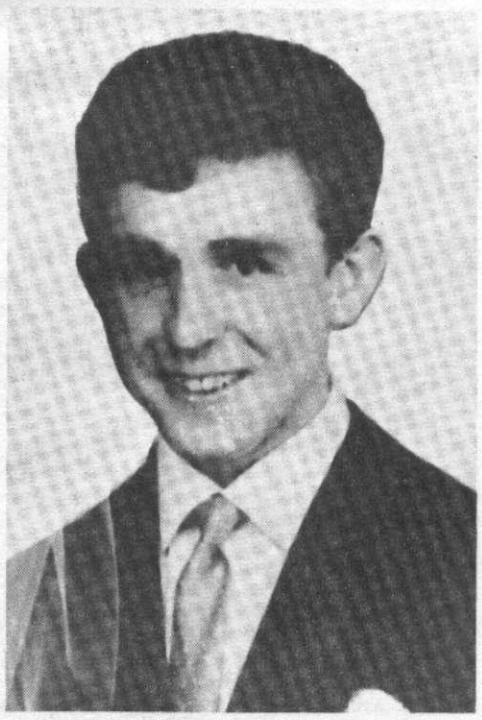
Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

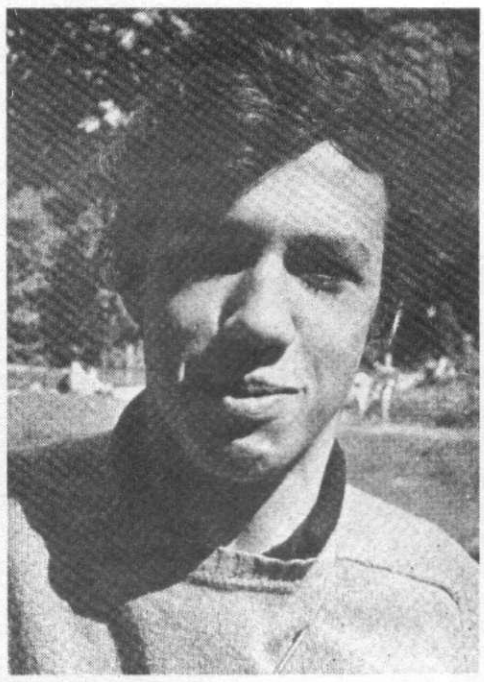
4e ANNEE
JEUDI 19 OCTOBRE 72 N° 162

Leurs assassins sont en liberté

Pierre Overney, ouvrier révolutionnaire, assassiné le 25 évrier 1972 aux portes des usines Renault à Billancourt par le fasciste Tramoni, aujourd'hui en liberté.



Michel Labroche, jeune cheminot, militant de base du P,« C. »F., assassiné le 23 avril 1972 à Hirson dans l'Aisne par le fasciste Valmé, militaire de carrière.



Gilles Tautin, militant marxiste-léniniste, assassiné le 10 juin 1968 à Flins par les C.R.S. Le 11, deux ouvriers de Sochaux, Henri Blanchet et Pierre Beylot, sont tués par les C.R.S. Ceux-ci sévissent encore.

Marc Lanvin, jeune ouvrier communiste, assassiné le 29 juin 1968 à Achicourt près d'Arras par des nervis de l'U.D.R. Son assassin a été grâcié par Pompidou le 31 mars 1971.

UNION ET ACTION CONTRE LE POUVOIR FASCISANT !

LA BATAILLE DE « L'HUMANITÉ ROUGE » : URGENT

2 MILLIONS EN QUINZE JOURS

DÉJA 500.000 FRANCS EN 3 JOURS !

Dès la parution de notre dernier numéro, les souscriptions ont commencé d'affluer. Cette réponse qui se montait le samedi 14 octobre à plus de 500 000 anciens francs est extrêmement encourageante. L'effort doit être poursuivi, pour que cette nouvelle bataille de « l'Humanité Rouge » soit remportée. Afin d'en rappeler le sens, nous reproduisons ci-dessous l'appel lancé la semaine dernière par notre directrice de publication, Suzanne Marty.

Camarades, lecteurs, amis,

Nous avons à ce jour plus de 2 millions d'anciens francs de dette : c'est un appel pressant que nous lançons à tous une nouvelle fois. Notre imprimeur, malgré toute sa bonne volonté, ne pourra plus, si cette situation s'aggrave, assurer la parution du journal.

Lorsqu'en juin dernier nous avons affirmé la nécessité d'un 12 pages chaque semaine, cela correspondait à une exigence politique. Aujourd'hui encore, la richesse de l'actualité révolutionnaire liée à l'approfondissement de la lutte des classes, tant sur le plan mondial que français, ne permet plus à « L'Humanité Rouge », le seul journal légal du prolétariat avancé de notre pays, de remplir l'essentiel de ses multiples tâches sur 8 pages seulement. Aussi est-ce avec l'audace indispensable pour aller de l'avant, mais aussi la confiance inébranlable en nos camarades et en la classe ouvrière, que nous avons décidé de paraître dorénavant sur 12 pages. Cela, nous l'avons déjà dit à maintes reprises, nous impose des charges financières nouvelles et très lourdes : or, nous devons reconnaître, après un mois, que l'effort fait pour soutenir le journal est très très insuffisant. Nous avons même été obligés de constater une baisse sensible de la souscription par rapport au niveau hebdomadaire qu'elle avait atteint au printemps. Pourtant, nous sommes en mesure d'affirmer que cela ne correspond absolument pas à un recul de notre influence dans les masses. Alors ?

Alors il faut avouer que le rôle vital de la souscription militante, et surtout de la souscription de masse, n'est pas encore compris.

Sans la prise en main IMMEDIATE de cette tâche POLITIQUE, la parution de « L'Humanité Rouge » sera gravement menacée. Tâche immédiate, mais aussi tâche prolongée. Ce n'est pas la première fois que nous lançons un appel : chaque fois, la mobilisation de ses militants et la participation des masses au soutien financier ont permis de magnifiques succès. Cependant, une fois l'objectif immédiat atteint, l'effort n'a pas été poursuivi.

La classe dominante dispose de moyens financiers gigantesques pour tenter de corrompre le peuple, pour tenter de le manipuler, pour le diviser et maintenir son trône : la presse, la radio, la télévision sont à l'heure actuelle ses armes essentielles contre la révolution. C'est tellement vrai que certains gros capitalistes sont allés jusqu'à lancer un quotidien gratuit en pensant gagner par là tous les lecteurs. Pour la bourgeoisie monopoliste l'intérêt d'un journal réside moins dans sa rentabilité souvent douteuse que sur son rôle politique. De quoi vit la « Nation », l'organe de l'U.D.R., des souscriptions des masses travailleuses ? du produit de sa diffusion ? Et « L'Aurore », le quotidien fasciste du milliardaire Boussac ?

Ou encore le nouvel hebdomadaire réactionnaire « Le Point », lancé à grands frais par le trust Hachette, au moment même où l'augmentation des charges pour la presse engendre la disparition de nombreux journaux. N'est-il pas clair que la question de la presse est une question fondamentale dans notre pays aujourd'hui ?

Ne nous y trompons pas, c'est une bataille d'envergure, un vrai combat de classe acharné que nous devons livrer. D'un côté le prolétariat, de l'autre la bourgeoisie ; d'un côté « L'Humanité Rouge » et des publications anti-capitalistes non-prolétariennes, de l'autre la presse réactionnaire. D'un côté les minorités exploiteuses avec leurs armes économiques (coût de production d'un journal, frais postaux, etc.) et politique (les restrictions de la liberté de la presse...), de l'autre la masse énorme des travailleurs, le prolétariat en tête, qui constituent une force inébranlable : c'est sur cette force, camarades, que nous nous appuyons, c'est elle qui permet et doit permettre la parution de « L'Humanité Rouge ».

EN AVANT POUR DEUX MILLIONS EN 15 JOURS.

SUZANNE MARTY
Directrice de publication

Nous, marxistes-léninistes, plaçons la politique au poste de commande : c'est pourquoi, malgré les difficultés financières que nous traversons, nous avons choisi après la mise en liberté provisoire de l'assassin Tramoni de ne pas nous taire mais de donner un large écho à notre appel contre la fascisation, notamment par le tirage à plusieurs milliers d'exemplaires de l'éditorial de ce numéro. Nous sommes persuadés que tous nos lecteurs et camarades le comprendront et sauront en conséquence accroître l'effort financier.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Le comité de rédaction de l'H.R.	220
1 employé des assurances	5
L'H.R. vivra E.V.	300
Soutien à H.R., G.P.	6
A bas l'électoralisme A.L.T.	16,10
Soutien à H.R. B. Y.	10
Vive la lutte classe contre classe	20
Des camarades de l'ouest	64
C.D.H.R. Charles Michels	21
Pour que H.R. se maintienne à 12 pages R.L. octobre	25
Soutien à la presse M.L. B.J.	20
N.V.T. pour le maintien de H.R. à 12 pages	37
Sur salaire à mi-temps	15
Cercle de lecteurs Banlieue Est	21
Pour les 12 pages de H.R. un groupe de travailleurs scientifiques	250
Une ouvrière retraitée travaillant à domicile	3
Un ouvrier martiniquais sur marché	0,50
Une travailleuse	10
Un étudiant M.L.	3
Souscription permanente disciples de F. Marty	25,20
Deux camarades allemands en vacances	20
Sympathisants de H.R.	131
Un auxiliaire soutien à H.R.	5
Ouest Atlantique pour notre presse M.L.	75
Des camarades Atlantique	15
Atlantique 2 lycéens	5
Un maître auxiliaire Ouest	4
B.C. soutien à H.R.	5
U.S. soutien à H.R.	20
Une lectrice	1
Soutien à H.R. à 12 pages	50
G.D. pour que H.R. reste à 12 pages	100
C.D.H.R. P.E. (1er versement d'octobre)	206
Un auxiliaire Tri P.T.T. 3 jours de salaire	100
Dans un lycée soutien à H.R.	2,50
Des ouvriers et des intellectuels pour un douze pages permanent	150
Pour que vive H.R., un ouvrier	100
Un étudiant soutien à notre presse M.L.	20
Une assistante dentaire soutien à H.R.	5
Pour la campagne « anti-électoraliste »	100
Pour soutenir notre presse D.L. en timbres	10
Des cheminots M.L.	180
Anonyme Paris en timbres	25
Anonyme Paris en timbres	10
Comité Kirov	45
Une étudiante	10
Un jeune cheminot	30
Un maçon militant communiste	100
Un couple de travailleurs	50
Une enseignante, lors d'une vente publique	8
Soutien permanent octobre	60
H.R. vaincra, un lycéen	3
Soutien permanent G.M.	20
Un travailleur de l'Aéronautique, resté stalinien, contre les traîtres à la à la classe ouvrière	10
Une surveillante de collège	2
Une secrétaire	22
G.B. et M.D. soutien à H.R.	10
Jacques le Germain	150
En supplément à des brochures	50
Un sympathisant	20
Soutien des travailleurs du S.O.	131,50
Un responsable C.G.T. national	10
Deux camarades H.R. vaincra	2.000
Souscription militante G.T.	110
Total de la semaine	5.374,30
Total précédent	215.132,18
Total général utilisé pour le règlement des dettes de H.R.	220.506,48

SECOURS ROUGE PROLETARIEN

Pour le Vietnam	4,40
VILNO pour la lutte de la C.O.	5
Collecte grève Gobert (Paris-20e) 2e versement aux ouvriers	116
Total remis aux intéressés	125,40

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom ...
Prénom ...
Adresse ...

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	20 F	35 F	50 F
	6 mois	40 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
Etranger :	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « L'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsé-toung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris .....F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste
— chèque bancaire
— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs) .....
.....
Date : .....
Pseudonyme .....

Union et action contre le pouvoir fascisant !

25 FEVRIER 1972 : l'ouvrier Pierre Overney est abattu à bout portant par le tueur Tramoni, membre de l'organisation terroriste le S.A.C.

OCTOBRE 1972 : sept mois se sont écoulés depuis le crime et l'assassin est remis en liberté. Sept mois de prison pour une vie d'ouvrier ! Il est vrai que lorsqu'on est payé pour tuer, on n'a rien à craindre d'une justice à la botte du capital.

1940-1944 : Touvier, chef de la milice de Lyon, assassine de nombreux patriotes, envoie des juifs à la mort et s'enrichit du vol de ses victimes.

1972 : Touvier qui fut à la Libération condamné à mort n'a pas fait un seul jour de prison.

Pompidou le grâcie et lui donne le droit de jouir des biens qu'il a accumulés par le crime et le vol.

Voilà ce que Pompidou appelle **« Jeter le voile, oublier ces temps où les Français ne s'aimaient pas, s'entredéchiraient et même s'entretuaient. »** Voilà le visage hideux de ce régime qui emprisonne les révolutionnaires et blanchit les assassins. Un régime qui montre qu'il ne reculera pas devant le crime pour se maintenir. Un régime qui va vers le fascisme.

POURQUOI ?

Oui, pourquoi ces déclarations de Pompidou et Giscard d'Estaing, pourquoi ces grâces et libérations d'assassins ?

C'est que, sentant monter la tempête qui vient du fond des masses populaires, la réaction envisage le recours à la terreur, et pour cela, il lui faut tout son monde. Tueurs nazis, tueurs de l'O.A.S., tueurs des S.A.C., elle rassemble la pègre pour poignarder les travailleurs. Elle organise la grande union des fascistes. Elle ne reculera devant RIEN pour préserver ses intérêts. De cela, chacun doit s'en convaincre.

NOTRE SERMENT

Souvenez-vous, camarades, de ce jour où, par dizaines et dizaines de milliers, nous avons porté Pierre Overney en terre. Chacun d'entre nous fit alors le serment de venger celui des nôtres que les fascistes venaient d'assassiner. Dans la France entière, nous avons proclamé notre détermination à combattre et à vaincre.

Aujourd'hui, il faut manifester notre fidélité à ce serment fait sur la mémoire de Pierre Overney. Depuis sept mois, Pierre Overney repose au Père-Lachaise mais son combat doit se poursuivre et nous le poursuivrons. Le peuple de France n'oublie pas les siens.

IL FAUT AGIR !

La montée du fascisme ne se combat pas par des mots. Elle se combat par l'action DE MASSE. Dans chaque usine, il faut unir les ouvriers. Il faut se montrer les meilleurs artisans de l'unité ouvrière, cette muraille que rien ne pourra abattre.

Il faut unir tous ceux qui combattent le fascisme. Il faut unir tous ceux qui n'admettent pas qu'un nazi vive libre, que la vie d'un ouvrier révolutionnaire ne coûte que sept mois de prison, ou rien du tout comme ce fut le cas pour l'assassin du militant de base du P.« C. »F. M. Labroche lors du dernier référendum. Il faut partout agir sous toutes les formes possibles pour le châtiment des criminels nazis, pour le châtiment des assassins du S.A.C., CONTRE LA FASCISATION.

De cette unité, de cette action, dépend l'avenir.

UNITE ET ACTION CONTRE LA FASCISATION !

Le 16 octobre 1972.

Ouvrez les yeux, camarades !

Quand un ouvrier est assassiné, que ressentez-vous ? De la haine pour ses assassins. Et c'est là un juste sentiment de classe.

Quand le tueur est libéré sept mois après, que ressentez-vous ? De la colère, et vous voulez qu'il soit châtié. C'est là aussi un juste sentiment de classe.

Qu'attendez-vous de dirigeants qui disent représenter la classe ouvrière ? Qu'ils répondent à ces justes sentiments. Mais ce n'est pas là ce que font les dirigeants du P.«C.»F.

Un ouvrier, fils d'ouvrier, est assassiné. En guise d'oraison funèbre, ils le traitent de « fasciste », de « provocateur ». Le tueur est remis en liberté, que font-ils, que disent-ils ? Protestent-ils ? Non, même pas !

Voilà ce qu'ils écrivent dans un petit coin de l'*Humanité* du 5 octobre : « *Cherche-t-on à relancer une affaire dont le seul aspect un tant soit peu clair réside dans la volonté de nuire aux travailleurs et de gêner leurs luttes ?* » Voilà ! Pas la moindre protestation. Au contraire. Ils invitent à ne pas riposter, à observer le silence pour ne pas relancer « *l'affaire* » comme ils disent. Il faut laisser courir...

C'est déjà ce qu'ils firent lorsque l'assassin de Marc Lanvin fut libéré. C'est encore ce qu'ils firent lors de l'assassinat de l'ouvrier, membre du P.«C.»F., Michel Labroche.

Comment s'étonner dans ces conditions que la réaction aille toujours plus loin puisqu'elle a la voie libre ?

Entre vos sentiments et les leurs, il n'y a rien de commun. C'est bien pourquoi nous sommes persuadés que vous finirez par rejeter leur ligne de trahison. C'est bien pourquoi nous sommes persuadés que vous finirez par nous rejoindre comme ces camarades dont vous pourrez lire la lettre de démission page 8.

Dès aujourd'hui, nous vous tendons la main pour qu'au coude à coude nous combattions pour que les tueurs soient châtiés. Là se trouve l'intérêt de la classe ouvrière. Là est votre place.

Déclaration d'Alain Geismar

Nous publions ci-dessous la déclaration d'Alain Geismar faite après l'annonce de la libération de l'assassin de Pierre Overney.

Nous la publions à plusieurs titres. D'abord parce qu'Alain Geismar fut un de ceux qui portèrent le corps de Pierre Overney jusqu'au Père-Lachaise. Ensuite parce que nous approuvons les termes de cette déclaration. Enfin, nous rappelons qu'alors que Tramoni est resté sept mois en prison pour l'assassinat d'un ouvrier, Geismar y est resté deux ans pour avoir appelé à la violence contre l'Etat bourgeois, ainsi d'ailleurs que l'ouvrier marxiste-léniniste Jean Thiriot qui resta plusieurs mois emprisonné avant d'être condamné à un an de prison avec sursis par la Cour de sûreté de l'Etat, accusé d'appartenir au Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France déclaré hors-la-loi bourgeoise le 12 juin 1968.

« Touvier, bourreau nazi de Lyon, a été gracié par le président de la République il y a quelques mois. Aujourd'hui, le fasciste Tramoni, assassin du jeune ouvrier Pierre Overney à la porte de Renault, le 25 février dernier, est mis en liberté.

» Cette décision politique ne peut venir que de très haut. Elle est une insulte à la mémoire de Pierre Overney et des centaines de milliers de Français et d'immigrés qui l'ont porté en terre.

» Ainsi donc, il n'en coûte que sept mois de prison pour assassiner un ouvrier. Les anti-fascistes sauront riposter à cette décision qui constitue un véritable appel au meurtre. »

Un appel au meurtre signé... syndicat CGT Renault du Mans

Le 7 septembre dernier, le syndicat C.G.T. Renault du Mans publiait un tract intitulé : **« La C.G.T. condamne les crimes de Munich. »**

Ce tract commence par une violente dénonciation de l'action organisée par les Palestiniens aux Jeux olympiques de Munich. Traitant les fedayin de « criminels », les responsables C.G.T. auteurs du tract utilisent **les mêmes termes** que les journaux pourris et fascistes comme **L'Aurore** ou **France-Soir** : « crimes », « exactions », « meurtres d'innocents », etc.

A aucun moment d'ailleurs, le tract ne parle de l'ennemi du peuple palestinien : le sionisme israélien ; il ne mentionne même pas, fût-ce d'une phrase, les **crimes** innombrables, les **exactions** bien réelles et les **meurtres d'innocents** perpétrés par Israël !

Tous les coups sont portés contre les héroïques fedayin palestiniens... et contre ce que les auteurs du tract appellent « leurs semblables en France » : les « gauchistes ».

Car voilà la cible principale du tract : les « gauchistes ».

Nous citons le texte intégralement :

« UN PARALLELE A FAIRE.

» Quelle différence y a-t-il entre nos gauchistes et les fameux commandos palestiniens ? Les uns comme les autres prônent les coups de force, les actions minoritaires, les exactions à scandale même contre les innocents.

» Quelle différence y a-t-il entre nos gauchistes qui attaquent un poste de gardiennage à coups de barres de fer à Billancourt, qui enlèvent un cadre comme Nogrette... et le commando palestinien de Munich ?

» Une seule différence, la France est en état de paix, le peuple palestinien est en état de guerre. »

Relevons au passage que l'assassinat de l'ouvrier révolutionnaire Pierre Overney par le fasciste Tramoni devient, pour les responsables C.G.T. du Mans : **« Les gauchistes attaquent un poste de gardiennage à coups de barres de fer » !**

Alors, on s'interroge. Trois lignes plus haut, les auteurs du tract parlent d'« exactions à scandales même contre les innocents » ; on peut poser la question : pour ces messieurs, le 25 février 1972, à Billancourt, **qui était l'innocent, Overney ou Tramoni ?** qui fut l'innocente victime d'une « exaction à scandale » : Overney ou Tramoni ?

Nul doute que, pour eux, c'est Tramoni, comme l'indique la suite du tract :

» Les travailleurs doivent réfléchir :

» — Que deviendraient nos libertés fondamentales, la possibilité de défense des intérêts primordiaux des travailleurs, si nous en arrivions à une période trouble, puisque les principes d'action sont les mêmes chez les gauchistes ?

» A l'heure actuelle, après les événements de Munich, les travailleurs pour la plupart disent : « C'est inad- » missible, où va-t-on aller si on continue comme cela, » ces gars-là, il faut les abattre sans pitié. »

Vous avez bien lu : **« Ces gars-là** (c'est-à-dire les Palestiniens et les « gauchistes »), **il faut les abattre sans pitié » !**

Ou autrement dit :

« Bravo, MM. de la Police de Munich (dont le chef est un ancien serviteur d'Hitler), bravo d'avoir tiré sans ménagement sur les fedayin. Et surtout, bravo Tramoni, bravo d'avoir tué Overney, mille fois bravo de l'avoir **« abattu sans pitié »**. Et bravo Pompidou, d'avoir fait libérer « l'innocente victime » Tramoni. »

Le comble de l'ignominie, c'est que cet **appel au meurtre**, les auteurs de ce torchon le placent **dans la bouche des travailleurs** (« Les travailleurs pour la plupart disent... »), utilisant ainsi les mêmes ignobles procédés d'intoxication de la radio bourgeoise et de la presse fasciste.

Le tract se termine ainsi :

« Et pourtant, lorsque nous empêchons les gauchistes de développer les idées que les commandos palestiniens mettent en pratique, combien nous critiquaient sévèrement au nom soi-disant de la démocratie où toutes les idées peuvent être développées ?

» Et bien entendu certains vont encore dire : « Vous » exagérez, il y a une différence entre lancer des idées

(Suite page 9)

CLASSE CONTRE CLASSE

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

USINE MICHELIN à Clermont-Ferrand.

Les 135 ouvriers de l'atelier O.P.K. qui sont en grève depuis le 21 septembre ont engagé la lutte pour une augmentation uniforme de 0,50 F de l'heure pour tous et pour la suppression du travail au rendement. La direction ne proposant que des augmentations de poste allant de 0,05 à 0,30 F de l'heure.

Mercredi 11 octobre une manifestation de solidarité a eu lieu. Quelques 5.000 manifestants venus de toutes les grandes entreprises de la région se sont rendus **de la place des Carmes, — entrée de l'usine Michelin —, à la préfecture située au centre de la ville. Là un délégué syndical** a annoncé que le préfet n'était pas là.

Aujourd'hui, 16 octobre les travailleurs de l'atelier O.P.K. auraient repris le travail, sous la promesse de négociations. Mais ils ne s'en tiendront pas là !

USINE DE KAOLIN à Plemet (Côtes-du-Nord).

En grève depuis plus de 3 semaines, **les grévistes retiennent à l'intérieur de l'usine le directeur depuis le dimanche 8 octobre. Les grévistes ne l'autorisent plus à sortir de l'enceinte de l'usine.**

FONDERIE CLATEM à Villieu (Ain).

Jeudi 5 octobre un candidat C.F.D.T. aux élections de délégué du personnel est licencié par la direction de l'usine Thomson-Brandt de Villieu. Ce candidat avait 11 ans de présence dans l'entreprise.

Aussitôt, 70 travailleurs immigrés (Algériens et Tunisiens) se mettent en grève illimitée, exigeant la réintégration de leur camarade et revendiquant une augmentation de salaire uniforme de 1,50 F de l'heure ; l'amélioration des conditions de logement. Les ouvriers paient actuellement 25 F par mois, pour un lit dans un bâtiment délabré situé dans l'enceinte de l'usine, au milieu de tas d'ordures, d'un crassier de résidus et parmi les bruits d'ateliers.

Un comité de soutien aux grévistes est créé à Ambérieux.

ETABLISSEMENTS SIMMONDS au Mans.

Les ouvriers de cette usine de décolletage de pièces d'aviation sont en grève avec occupation depuis le 5 octobre au soir pour leurs revendications (augmentation horaire de 0,35 F).

GRANDE CHAUDRONNERIE DE LORRAINE à Nancy.

La grève se poursuit depuis 2 semaines pour les revendications. Un piquet de grève est en place depuis le 9 octobre.

ENTREPRISE BATIMED à Nantes.

30 ouvriers de cette entreprise de peinture sont en grève. **Mercredi 11 octobre**, les grévistes retiennent le directeur pour s'assurer le succès de leurs revendications.

C.G.C.T. à Rennes.

Depuis le 5 octobre, 300 ouvriers de la Compagnie Générale de Construction Téléphonique (C.G.C.T.) à Rennes sont en grève pour une augmentation uniforme de 0,50 F de l'heure pour tous et pour la diminution des cadences.

S.G.T.E. à Grenoble.

Les travailleurs de la Société Générale des Transports et Entreprises (S.G.T.E.) sont en grève depuis le 5 octobre pour l'augmentation des salaires.

Les ouvriers de Neyrpic ont apporté leur soutien à cette lutte en diffusant un tract de solidarité.

USINES BERLIET à Vénissieux.

Les débrayages qui se poursuivent depuis la première semaine d'octobre, pour les revendications notamment l'augmentation des salaires gagnent de plus en plus dans les usines Berliet de Lyon-Vénissieux. **La direction a décidé le lock-out de 450** travailleurs sur un effectif de 8.500 le 12 octobre. Des mini-manifestations ont lieu à l'intérieur de l'usine d'un atelier à l'autre. A l'usine Saint-Priest dans le Rhône des débrayages ont lieu. A l'usine de Bourg-en-Bresse, les ouvriers ont bloqué la production, le 8 octobre 2.000 travailleurs ont manifesté dans les rues de la ville.

Ferro-Tolbiac (Paris 13e) :

GRÈVE ILLIMITÉE

LA FERRO C'EST UN DROLE DE CAS :

— Si le patron a besoin de nous il nous exploite 30 jours sur 30 sans nous donner un seul jour de repos. Mais quand il n'y a pas de travail il nous renvoie à « la soupe » plusieurs jours ou plusieurs semaines sans être payés.

— Pas de discussion dans le travail ; on doit exécuter les ordres comme des esclaves ; on travaille dur, comme des bêtes.

— On est mal payé : 4,99 F pour commencer ; 5,57 F après 3 ans de boite.

— Ainsi il y a 15 jours un jeune marocain de 20 ans est mort, écrasé par un fût de 150 kg qu'il manipulait seul avec un simple diable. Cela faisait 18 jours de suite qu'il travaillait sans un seul repos. Le patron n'a même pas voulu payer son enterrement.

NOTRE GREVE

On a supporté ça ; on a résisté. Finalement on a tous déclenché la grève le 6 octobre. Grève totale des 500 ouvriers des trois équipes. Grève illimitée jusqu'à la satisfaction des revendications :

— Augmentation de 8 % pour tous les ouvriers (pas pour les chefs) ;

— Jours fériés : si on ne travaille pas qu'ils soient payés 8 h et non 5 comme maintenant. Et si on travaille, qu'ils soient payés à 100 %, de même que les dimanches.

— Prime d'ancienneté ;

— Prime de départ en retraite ;

— Paye complète en cas de maladie ou accident.

Nous vous appelons tous à soutenir notre action, matériellement en donnant aux collectes, et moralement.

Nous appelons tous les travailleurs des entreprises de manutention dans les Gares (Ferro-Austerlitz, 57, Rainier, SAMADA, etc...) à refuser de travailler à notre place.

NOUS VAINCRONS !

Des grévistes de la Ferro-Tolbiac, avec le Comité de soutien.

Le 12 octobre à 14 heures, les forces de répression de l'Etat bourgeois sont intervenues brutalement **à la gare de Tolbiac, faisant une trentaine d'arrestations parmi les ouvriers, sept parmi les militants du Comité de Soutien. Un journaliste de l'Agence Presse Libération a également été conduit au poste central du 13e arrondissement.**

Les ouvriers ont été relâchés, mais 2 militants ont été mis à la disposition de la Police Judiciaire.

Actuellement un car de police stationne en permanence à la gare de Tolbiac.

P.T.T. (Bordeaux) :

A BAS LES LICENCIEMENTS !

En septembre 250 auxiliaires ont été licenciés, sans reclassement, donc renvoyés au chômage. Ces postes sont simplement supprimés, aucun titulaire ne les remplace alors que les équipes sont partout débordées, mécanisation, concentration, profit, sont les maîtres mots de la « modernisation » des P.T.T., **les travailleurs et les clients sont les dernières roues du carosse, sans aucun intérêt.**

Pas de service public, mais service des monopoles, voilà le mot d'ordre de ces messieurs.

Les syndicats, en particulier la C.G.T., ont su plusieurs mois avant que ces licenciements allaient avoir lieu. Lorsqu'en septembre tout s'est précipité les travailleurs n'avaient pas encore été mobilisés pour la lutte, les bonzes des syndicats négociaient entre eux pour savoir ce qu'il fallait faire.

Finalement la C.G.T. a pondu des communiqués de presse dans le Sud-Ouest, pas un seul ne proclame fermement le mot d'ordre :

— NON AUX LICENCIEMENTS !

— PAS UN CHOMEUR DE PLUS !

Le bonze de la Fédé C.G.T. Rouanet, après avoir versé une larme de crocodile sur les 250 auxiliaires licenciés appelle les travailleurs à soutenir... la C.G.T. et son plan de modernisation des P.T.T. (titre de l'article Sud-Ouest du 11-9-72) et à prévoir un changement de politique avec les « conditions nouvelles d'unité de la gauche sur un programme commun de gouvernement... » (reprise de l'article du syndicat du 5-9-72).

En attendant le « miracle des urnes » les 250 auxiliaires peuvent toujours s'inscrire au chômage car quelques jours après la C.G.T., avec la C.F.D.T., F.O. et les autonomes ne trouvait comme riposte qu'un « rassemblement » bien pacifique avec discours de ces messieurs et dispersion dans le calme.

Ces 250 chômeurs s'ajoutent aux 100 licenciés de la F.A.S.O. en août à la suite des mêmes tripatouillages de la direction C.G.T. démobilisateurs et irresponsables (vis-à-vis des travailleurs, mais pas des patrons).

Nous avons révélé dans notre bulletin de quartier ces faits, mais sous une forme très résumée. Deux jours après le bulletin était discuté à la poste par des travailleurs. A notre accusation de Rouanet, la réaction était double : les travailleurs trouvaient qu'on y allait trop fort **(notre texte, trop court n'apportait pas assez de preuves), mais certains, à la réflexion, disaient que dans le fond, on n'avait pas tort.**

Nous reconnaissons que les attaques, quoique justes, auraient dû apporter plus de preuves, mais notre bulletin est destiné à tous les travailleurs du quartier et nous ne pouvons pas dire tout en détail.

Nous ne demandons qu'une chose aux camarades postiers : qu'ils réfléchissent à l'attitude de la C.G.T. et qu'ils prennent eux-mêmes leur sort en main. ils verront alors qui les soutiendra, de Rouanet ou des marxistes-léninistes.

C.D.H.R. Jeanne Labourbe.

Les vendanges en Bordelais :

Ouvriers agricoles et main-d'œuvre saisonnière surexploités

Avec les vendanges, on raccole la main-d'œuvre nécessaire : ouvriers au chômage, femmes sans travail, étudiants, Espagnols et Portugais... **Le travail est dur, quinze heures par jour souvent pour 30 F (nourri et logé). On préfère ne pas compter sa peine et se dire qu'en vingt jours on aura amassé de quoi arrondir le mois !**

A cette main-d'œuvre saisonnière, il faut ajouter le sort des ouvriers agricoles permanents de la viticulture. Ceux-là sont employés par les gros viticulteurs, les châteaux des magnats de la finance internationale (anglais, américains, belges, hollandais, allemands, français comme Rotschild).

Leur situation a été examinée par le congrès des vignerons salariés C.F.D.T. en septembre, près de Bordeaux :

- **Ils déclarent** : « Dans les nouvelles structures de production et leur environnement, les salariés de la viticulture et de l'agriculture se situent face à leurs véritables patrons dans des termes de classe ».
- **Ils exigent :**
  - **le S.M.I.C. à 1 000 F par mois pour 40 h,**
  - **la retraite à 60 ans avec minimum de 800 F,**
  - l'assurance chômage (extension de l'Assedic),
  - la reconnaissance des qualifications professionnelles,
  - paiement des heures supplémentaires,
  - le droit syndical,
  - la mensualisation,
  - la formation professionnelle.
- **Ils dénoncent :**
  - **Le travail à la tâche, généralisé en Bordelais et Cognaçais, qui forcent les rendements et pèsent sur les salaires ;**
  - **Le travail à prix faits et le travail noir très utilisé contre les travailleurs immigrés (Côtes-du-Rhône, Côtes-de-Provence, Corse) qui permettent la surexploitation et toutes les fausetés.**

Au moment où ces documents montrent la surexploitation imposée par les capitalistes agrariens au prolétariat des campagnes, on constate une hausse constante des prix des vins, qu'ils soient de consommation courante ou de grands crus — les superprofits s'accumulent dans les poches des exploiteurs. **Pour tous les ouvriers des villes et des usines, voilà une chanson bien connue : décidément il n'y a qu'un prolétariat,** qu'il travaille dans la nuit des fonds des mines, dans la brique et la tôle noircie des usines ou dans le brouillard des champs.

Travailleurs, le vin que nous buvons a un goût de sueur et de larmes.

Unissons la faucille des champs et le marteau de l'usine !

TOUS UNIS, PROLETAIRES, EN AVANT !

C.D.H.R. Jeanne Labourbe.

(Jeanne Labourbe était une militante communiste française qui a fait preuve d'un immense internationalisme prolétarien. Etant en Russie au début de la révolution, elle se rendit sur la mer Noire à Odessa pour convaincre les troupes d'intervention françaises de ne pas combattre la révolution soviétique (cf. Marty, les Mutins de la mer Noire). Elle a donné sa vie pour cette tâche car elle a été assassinée avec d'autres communistes à Odessa.)

DANS LES ENTREPRISES

Briqueterie Lartigue-Dumas à Agen

Patron et C. G. T. contre travailleurs immigrés

Si c'est pendant l'été que les patrons font leur plus sale coup contre la classe ouvrière, leurs fidèles valets révisionnistes tentent d'agir de même...

Chez Lartigue et Dumas, il devait y avoir des élections de délégués du personnel et au comité d'entreprise le 18 juin...

La section syndicale C.F.D.T. qui a eu quatre de ses militants licenciés par le patron en étroite collusion avec des responsables C.G.T. et sur demande de délégués C.G.T., en janvier, (1) a continué son travail. La section syndicale C.F.D.T. a regroupé des militants sur de bonnes positions de lutte de classe et elle a présenté une liste pour ces élections.

Le patron et les responsables C.G.T. qui croyaient bien avoir décapité la section syndicale C.F.D.T. sont pris de stupeur de voir une liste C.F.D.T. Alors, vite, vite, patron et délégués C.G.T. se sont réunis pour faire passer un test à notre camarade Martin (liste C.F.D.T.) pour savoir s'il savait lire. Le procès-verbal de la réunion des délégués du personnel et délégués du comité d'établissement du 21 juin 1972 en témoigne. Il précise que cette réunion a pour objet les élections aux postes de délégués du personnel et du C.E. Il y est constaté :

« M. Martin, candidat C.F.D.T. au poste de suppléant des délégués du personnel, convoqué devant les membres présents a reconnu ne savoir ni lire ni écrire.

Etant donné que cette condition est nécessaire pour que son éligibilité soit possible, la liste C.F.D.T. ne peut être retenue.

Il est demandé par courrier à ce syndicat de produire une nouvelle liste. Dans ces conditions il est absolument nécessaire de prévoir un report de la date des élections.

A l'unanimité, les membres présents décident de reporter les élections au mercredi 28 juin 1972.

Dans le cas où un deuxième tour serait nécessaire, celui-ci serait fixé au 30 juin 1972 ».

Ce procès verbal est signé par M. Mouchet, directeur administratif représentant M. Mezure, directeur général adjoint et des délégués C.G.T., MM. Nasse Raymond, Martinez Jean, Durand Georges, Fleury Gilbert, Robert Oswald, Desbats René, Métayer Gilbert.

Et voilà la candidature est refusée ! Pourtant sur le papier la C.G.T. prétend que les travailleurs immigrés sont égaux aux travailleurs français, mais dans la pratique c'est tout le contraire qu'appliquent les révisionnistes.

Mais qui est le camarade Martin ? C'est un ouvrier espagnol qui manqua par deux fois d'être fusillé par les fascistes de Franco et qui fut libéré in-extremis... C'est un camarade qui se bat sur les positions classe contre classe.

La liste C.F.D.T. étant irrecevable du point de vue de la loi bourgeoise (2), les élections furent reconduites au 28 juin.

La section syndicale C.F.D.T. réagit vivement à l'attitude anti-ouvrière de la bande à Nasse (C.G.T.). Elle montra l'insulte faite à la classe ouvrière, par ceux qui prétendent en défendre les intérêts, « jouant aux juges » et refusant la candidature de notre camarade. Alors nous publions une nouvelle liste de candidats.

Les révisionnistes de la bande à Nasse publient de nouveau un tract calomniant nos camarades de « révolutionnaires littéraires », « professeurs » et autres basses injures. Mais entre temps, la bande à Nasse, — qui n'est pas digne des fondateurs de la C.G.T. —, moucharde Gonzalez Quintin qui est exclu de la liste C.F.D.T., pour les mêmes raisons que Martin.

Ces camarades sont des ouvriers avancés, et le patron, tout comme la bande à Nasse n'aime pas les ouvriers qui luttent sur de justes positions classe contre classe dans notre combat quotidien contre le capitalisme exploiteur.

De plus en plus les ouvriers trompés ouvrent les yeux et voient bien ceux qui défendent leurs intérêts de classe.

Des militants syndicalistes d'Agen.

(1) L'Humanité Rouge n° 140 du 23 mars 1972 a publié un important article à ce sujet sous le titre : « C.G.T. et Patron licencient ».

(2) Sous la plume d'Annie Brunel un éditorial Front Ouvrier a été publié dans l'Humanité Rouge n° 151 du 8 juin 1972 sous le titre : « Travailleurs Français et Immigrés, les mêmes DROITS pour TOUS ! »

Faculté de Vincennes (Paris)

DECLARATION DES TRAVAILLEURS DU NETTOYAGE

Les grandes manœuvres du Conseil* s'amplifient. Le 2 octobre, un groupe complice du Conseil, formé d'employés des services du Personnel et de l'Intendance (traditionnellement contre les travailleurs en lutte) a fait irruption dans une Commission Budget-Locaux, où il n'y avait bien sûr aucun travailleur du nettoyage, pour déclarer que nous ne faisons pas notre boulot et que nous laissons les bureaux sales.

En fait, ces gens-là veulent renforcer la propagande du Conseil contre nous. Ils racontent n'importe quoi ! NOUS REPONDONS :

IL MANQUE ACTUELLEMENT QUATRE PERSONNES AU SERVICE DU NETTOYAGE, dont :

— 1 femme en congé de maternité, QUI N'A PAS ETE REMPLACEE ;

— 2 malades, QUI N'ONT PAS ETE REMPLACES ;

— 1 travailleur dont le Conseil n'a pas renouvelé le contrat le 15 septembre QUI N'EST NI REINTEGRE, NI REMPLACE.

Si certains services sont sales, c'est parce que le Conseil veut faire des économies sur notre dos.

Alors qu'il remplace les malades et les gens en congé de maternité dans les autres services, il ne le fait pas quand il s'agit des travailleurs du nettoyage. Le chef qui devait remplacer les gens en cas de maladie NE L'A JAMAIS FAIT, et le Conseil veut qu'il serve uniquement à NOUS FLIQUER !

Ceux qui aident le Conseil dans ses tracasseries vis-à-vis de nous et qui essaient dans leur motion du 3 octobre de se faire passer pour l'ensemble du personnel sont des hypocrites qui n'osent même pas dire clairement que leur motion s'adresse aux travailleurs du nettoyage. ILS ESSAIENT DE NOUS FAIRE APPARAITRE COMME DES GENS « PAS CIVILISES ». Ils ont déchiré les affiches que nous avions faites pour protester contre la tentative du Conseil, depuis les vacances, de nous imposer le pointage et le petit chef, parce que nous avions refusé de nettoyer les carreaux qui ne font pas partie des travaux prévus dans les conventions de l'année dernière.

Au moment de la paie de septembre, Paccard, Guillaume et Mlle Tahar n'ont accepté de nous payer entièrement qu'après nos protestations. Ils disaient « QU'ON EST GATES » DANS CETTE FAC, QU'ON NE DEVRAIT PAS TOUCHER 1.000 FRANCS ET QUE, POUR QU'ON LES AIE, IL FAUT QUE LA QUANTITE DE TRAVAIL AUGMENTE ». Ils veulent aussi nous faire pointer. *Mlle Tahar a dit : « Vous ne savez pas parler le français, retournez chez vous ! »*

NOUS, TRAVAILLEURS DU NETTOYAGE, NOUS SOMMES RESPONSABLES ET CONSCIENTS, ET NOUS REFUSONS CE GENRE DE CHANTAGES ET DE PRESSIONS, D'OU QU'ILS VIENNENT.

Nous dénonçons le comportement de certains employés et le racisme de leurs réflexions.

Nous sommes unis et solidaires et nous sommes bien décidés à le rester !

Enfin, jeudi 5 octobre, nous avions prévu une réunion. *Frioux** nous convoque, comme par hasard au même moment, *et il nous fait enfermer à clef dans son bureau pour empêcher les auxiliaires d'autres services de nous rejoindre.* De plus, il part à un « rendez-vous », avant d'avoir traité tous les problèmes !

C'EST CLAIR : LE CONSEIL VEUT NOUS ISOLER DU RESTE DU PERSONNEL.

* « Conseil de Gestion » essentiellement composé de révisionnistes.

* Président du « Conseil ». Membre du P. « C. » F.

CHEMINOTS,

COMMANDEZ

"HIERARCHIE CAPITALISTE A LA S. N. C. F."

— Brochure éditée en supplément à « l'Humanité Rouge » n° 150 —

PRIX : 2 Francs. — Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

S.N.C.F. :

OUI A LA GRÈVE DE CLASSE NON A LA GRÈVE TELEGUIDÉE !

Le gouvernement capitaliste buveur de sang prépare un mauvais coup contre les cheminots.

Au maximum on supprime des postes, on joue avec la sécurité des agents exploitation voies et bâtiments, de plus en plus de cheminots se font tuer en service. La presse bien-pensante étouffe ces crimes du capital. D'autre part, les conditions de transport sont de plus en plus mauvaises pour les travailleurs, alors que les techniques évoluent et que des trains entiers avec tout le confort tels le Mistral, le Kléber, avec dancing, bar, couchettes, sont multipliés. Les travailleurs en font les frais. Le soir et le matin, les trains populaires sont de plus en plus supprimés, alors que la région parisienne s'agrandit de plus en plus, et on voit aux heures de pointe les travailleurs compressés debout pendant tout le trajet.

On veut rentabiliser — oh, pas en supprimant les tarifs préférentiels aux gros capitalistes, mais sur le dos à la fois des cheminots et des usagers.

Les fédérations syndicales proposent une grève pour le 20 octobre, « grève d'avertissement » (?)

Nous, communistes de l'Humanité-Rouge, nous disons : assez de duperies ! pourquoi une grève d'avertissement ?

Dans moins de six mois s'ouvre la foire d'empoigne, la plus belle des trouvailles dans ce monde capitaliste : les élections bourgeoises. Les places de députés de ces messieurs valent bien le sacrifice de centaines de milliers de cheminots, actifs ou retraités, qui ont de véritables salaires de misère.

Nous, marxistes-léninistes, nous disons aux cheminots : une grève pour nos revendications et contre les mauvaises conditions de travail ne peut être victorieuse qu'en luttant classe contre classe.

C'est la seule manière de mettre le ministre Galley à genoux. C'est aussi un enseignement des grèves passées.

Les cheminots en grève doivent élire leur comité de grève révocable à tout moment, où seront éligibles syndiqués et non syndiqués. Suivons les exemples du Joint Français, de Pennaroya, de Girosteel. Ne laissons pas les fédérations négocier à notre place, chaque établissement devra élire un responsable qui fera connaître les besoins et les conditions de travail de ses camarades.

Qui peut connaître mieux que les cheminots et les retraités leurs revendications. Certainement pas Massabieaux, Argalon et autre Thibaut qui trinquent et sablent le champagne avec le directeur. Les cheminots sont capables de diriger leur mouvement jusqu'à la victoire.

Nous ne sommes pas anti-syndicalistes mais nous sommes pour un syndicat de lutte de classe représentant vraiment les intérêts des ouvriers face au patronat et à l'Etat patron. Les cheminots, membres des syndicats, doivent prendre position dans leurs organisations pour imposer les moyens d'action défendant vraiment les intérêts de la base.

A bas la hiérarchie !

Pas de salaire inférieur à 1 200 F net par mois !

Les quarante heures tout de suite !

Paiement des jours de grève !

Suppression des abattements de zone !

La grève, ce sont les cheminots qui la font, ce sont eux qui le font, ce sont eux qui décident de la reprise, tous ensemble, si les revendications sont satisfaites.

Des cheminots marxistes-léninistes.

SOUTIEN ACCRU AUX PEUPLES D'INDOCHINE !

Il a fallu que l'aviation américaine rase la délégation générale de France à Hanoï, mercredi dernier, pour que la presse donne quelques informations sur les bombardements U.S. au-dessus de la République Démocratique du Vietnam. Ces bombes « mal tombées » gênaient fort le concert sur le thème « la paix est là » orchestré par Kissinger, négociateur de Nixon et son meilleur agent électoral ! Quelques protestations bien molles du gouvernement français ont satisfait le monde de « l'information ». Bien vite, on s'est fait d'ailleurs l'écho de la thèse de l' « accident » — la thèse de Nixon qui incrimine la D.C.A. de la République Démocratique du Vietnam semble tout de même bien grosse à avaler ! Puis l'affaire a été classée. Un regrettable incident avait rompu le silence. Silence sur les bombardements criminels au Nord. Silence sur ceux du Sud ; le Pentagone y a adopté une « tactique » simple : raser tous les villages et hameaux occupés par les Forces populaires ! Silence sur la barbarie fasciste de Thieu qui a jeté en prison 2 % de la population du Sud-Vietnam.

Pourquoi une telle attitude ?

C'est une entreprise délibérée pour démobiliser les amis du peuple vietnamien, pour réduire leur soutien à sa lutte ! Cela sert Nixon au fond. On parle de « paix », de « dernier quart-d'heure » et chacun est content. Des journalistes très savants prétendent pouvoir dévoiler le contenu des négociations... secrètes. Tout cela est contradictoire et on n'y comprend pas grand chose. Qu'importe, l'essentiel est que ça finisse et que le peuple vietnamien retrouve la paix ! C'est un sentiment général.

Désirer la paix pour le peuple vietnamien, c'est un juste sentiment. Mais attention ! il ne veut pas n'importe quelle paix : seulement celle pour laquelle il lutte depuis plus de vingt-cinq ans, la paix qui lui assure « l'indépendance et la liberté ». Et ne soyons pas des naïfs ; Nixon ne s'est pas transformé en agneau du jour au lendemain, prêt à accepter une telle paix sans fortement renâcler. Jusqu'au dernier moment, il tentera des manœuvres et des mauvais coups. L'offensive commencée en mars lui a porté un coup mortel, c'est vrai. Mais Nixon n'a pas renoncé pour autant. Et pendant qu'il envoie Kissinger négocier, il « réaméricanise » la guerre et mène une guerre d'extermination totale au Vietnam.

Cela, la grande presse de notre pays nous le cache. Elle entend endormir notre vigilance. Pourtant, aujourd'hui, plus qu'hier encore, il nous faut répéter avec force les deux axes qui seuls peuvent permettent de négocier une juste paix :

1° Départ total des troupes américaines : démantèlement des bases, arrêt total du soutien aérien et naval U.S., départ des « conseillers » U.S.

2° Règlement politique sur la base de la Déclaration du G.R.P. du 11 septembre : départ de Thieu et formation d'un gouvernement de concorde nationale qui organise des élections libres (H.R. n° 160).

Jamais le peuple vietnamien n'a eu tant besoin de notre soutien ! Ne le lui ménageons pas !

ÉCHEC A LA GUERRE D'EXTERMINATION

Les bombardements de la délégation générale de France à Hanoï ont obligé la presse à parler des raids de l'aviation U.S. contre la République Démocratique du Vietnam.

IL NE S'AGIT PAS D'UN RAID, en vérité, MAIS DE CENTAINES DE RAIDS !

Citons quelques faits rapportés dans un appel aux maires, aux populations urbaines et aux peuples du monde entier :

« Depuis cinq mois, des B 52 américains ont bombardé en tapis les villes de Haïphong, de Vinh et les chefs-lieux de Thanh Hoa et de Dong Hoi. Les avions américains ont lancé plus de 200 raids, frappant près de 700 points dans la ville de Haïphong. Les avions américains ont lancé 57 raids contre notre capitale Hanoï, s'attaquant sans distinction aux hôpitaux, quartiers résidentiels et anciens vestiges historiques. Les avions américains ont rasé complètement le chef-lieu de Hongay et ont lancé plus de 30 attaques contre la ville textile de Nam Dinh. »

Et le témoignage du correspondant de presse à Hanoï, Jean Lacouture, donne corps à tous ces chiffres cruels. De Phu Ly, Jean Lacouture n'a vu que quelques vestiges déjà recouverts par la végétation tropicale... De Nam Dinh, centre textile important, il ne reste plus que... 5 % des édifices publics... et 30 % des autres bâtiments...

Les raids U.S. sont des raids d'extermination ; Nixon renouvelle les crimes odieux de Hitler à grande échelle ; l'aviation U.S. a déversé 7 millions de tonnes de bombes sur le Vietnam ; 4 millions reviennent à Nixon sur le total !

Et pourtant, la guerre aérienne échoue ; au Nord comme au Sud. Ecoutons une fois encore le témoignage de Jean Lacouture :

« ... et, derrière trois touffes de bambou géant, c'est « la cotonnière » — un dixième de l'usine pulvérisée de Nam Dinh. Ici, ils sont à peu près 1 200 ouvriers et cadres, disséminés d'atelier en atelier, de cabane en cahute. Et voici, bien alignés, les vieux métiers chinois et français (de 1910...). Tout ça ronfle dans la chaleur, intensément. « *La production a augmenté de 9 % depuis un an* », dit le responsable... »

Nixon a fait raser la cotonnière... et la production a augmenté de 9 % ! Inutile d'en dire plus long. Face à la guerre d'extermination, la ténacité indomptable du peuple vietnamien a vaincu.

LAOS

En août 1945, le peuple lao s'est soulevé contre le colonialisme : le 12 octobre, il a déclaré son indépendance. Depuis, sa lutte contre l'impérialisme a remporté de grands succès.

Vive le 27e anniversaire de la Journée d'Indépendance du Laos !

dernières victoires militaires

— **86 avions U.S. abattus au-dessus de la R.D.V. en septembre.**
— **3 000 ennemis anéantis au Sud-Vietnam, pendant la dernière semaine de septembre.**
— **Au Laos, 3 appareils U.S. abattus et plus de 200 ennemis hors de combat, fin septembre.**
— **Le 7 octobre, les F.A.P.L.N. du Cambodge ont détruit un camp fantoche au cœur de Phnom Penh ; 12 blindés détruits, 1 pont sauté et des dizaines d'ennemis éliminés.**

La brillante offensive commencée il y a six mois au Vietnam se poursuit victorieusement, solidement épaulée par les combats des peuples lao et khmer. En Indochine, la situation militaire est excellente, et Nixon aux abois est obligé de « réamécaniser » sa guerre. Tout cela en vain. Car l'initiative est aux mains des peuples d'Indochine !

Les patriotes vietnamiens montent à l'assaut des positions ennemies.

2 % de la population vietnamienne emprisonnée

Plus de 210.000 prisonniers politiques dans les geôles, bagnes et camps du Sud-Vietnam. Ce chiffre est peut-être encore inférieur à la réalité ; il est difficile de le savoir, tant la machine répressive est complexe et la politique du secret activement menée. Thieu et sa clique ont multiplié les organismes de répression : « Quartier général de la police nationale », « police active », « sûreté militaire », « police secrète »,... Le tout étant contrôlé et chapeauté par le « service central de renseignements » américain, émanation de la C.I.A. et les « Forces Spéciales » (« Les Bérets Verts ») !

Pour arrêter quelqu'un, il suffit d'une « simple présomption, dénonciation, ou renseignement d'un indicateur de police ». La détention préventive « légale » peut durer de 180 jours... à 2 ans. Puis, on peut réexaminer le dossier... et laisser le détenu en prison 2 années de plus... Par mesure de « sécurité administrative », il est « légal » de détenir une personne acquittée ou une personne qui a purgé sa « peine ». Telles sont les « lois » du régime Thieu. Thieu qui défend « le monde libre » au Vietnam aux dires de Nixon !

Ainsi, 2 % de la population du Sud-Vietnam est en prison ! Et quelles prisons ! Il suffit de lire les rares témoignages. Nous avions publié les extraits d'une lettre de prisonnières de Poulo Condor au printemps dernier (H.R. n° 152).

Ci-dessous, des informations sur le camp de Tan Hiep :

« C'est l'endroit où sont détenues la plupart des femmes arrêtées. Il vient d'être agrandi pour pouvoir recevoir tous ceux qui sont soupçonnés d'être sympathisants du communisme sans aucune preuve. La famine y sévit réellement : malgré la hausse vertigineuse des prix qu'on connaît au Sud-Vietnam, le gouvernement n'alloue à chaque détenu que 39 piastres de nourriture par jour. A titre de comparaison un bol de soupe chinoise coûte de 80 à 100 piastres. Auparavant, il y avait encore des entrepreneurs privés qui s'occupaient de la nourriture de la prison. Maintenant, ils y renoncent. Pour cette raison, ce sont les détenus eux-mêmes qui doivent se débrouiller entre eux. Faute de personnel, les détenus sont transportés en voiture par des gardes armés pour faire des achats. On ne sait combien ils se trouvent dans le camp, mais d'après des témoins, 12 quintaux de riz (12 sacs) achetés par jour ne suffisent pas à calmer leur faim.

Tan Hiep est bondé, comme les autres camps de concentration. Le gouvernement emprisonne, torture les gens, mais ne les nourrit pas suffisamment. Il y a trop de gens arrêtés !

Tan Hiep est encore célèbre pour ses séances de torture barbare. Le 16 février 1971, deux jeunes filles, Mlles Vu Thi Chin et Thoa en sont mortes. Un certain nombre de détenu, bien qu'ils aient purgé leur peine depuis longtemps restent retenus.

Plusieurs fois, les détenus ont fait la grève de la faim pour exiger :

1) la cessation des peines inhumaines telles que la suspension du corps avec membres attachés, le rasement du crâne, l'exposition à la rosée ou au soleil.

2) La suppression de la détention illégale.

3) Le droit de visite et de ravitaillement par des parents ou amis».

Suivre la voie tracée par N'guyen Van Troï

Le 15 octobre 1964, N'guyen Van Troi était assassiné. Et dans la salve du peloton d'exécution, s'est éteint son dernier cri « Vive le Vietnam ! ». C'était l'idéal de sa vie. Derrière lui, se sont levés des milliers de Van Troi, animés de la même volonté farouche de chasser les agresseurs hors de leur pays. Comme lui, ils ont mobilisé toutes leurs forces dans le combat.

Mai 64 : Mac Namara, secrétaire d'Etat à la Défense américaine, doit se rendre à Saigon ; il vient y préparer une extension de la guerre d'agression. N'guyen Van Troi a soumis au commandement de son unité un plan pour supprimer Mac Namara. Le plan est adopté ; la mission lui est confiée sur son insistance — il est alors tout jeune marié — Les préparatifs sont faits avec soin ; mais Van Troi est arrêté dans la nuit du 9 mai. A ces tortionnaires, Van Troi n'a qu'un mot :

« J'ai voulu châtier Mac Namara parce qu'il est venu pour asservir ma patrie ». Et à ses juges : « Je regrette d'avoir manqué Mac Namara! C'est tout ce que j'ai à vous dire ».

Intrépide au combat, inébranlable devant ses bourreaux, confiant dans la victoire, tel fut N'guyen Van Troi, resté vivant au cœur du peuple vietnamien.

Qui était-il ? Originaire de la province du Quang Nam, jeune il a perdu sa mère, épuisée par une fuite éperdue devant le ratissage des colonialistes français ; son père, jeté en prison, a vécu au loin ; ensuite, son enfance est meurtrie par l'occupation étrangère. Puis il vient à Saigon, y tire le pousse-pousse et devient ouvrier électricien. En lui, s'épanouissent les vertus de la classe ouvrière : simplicité et droiture, abnégation et courage. Franc et ouvert avec ses parents et amis, il mène une vie simple :

« Nous sommes des ouvriers. Il faut éviter de s'habiller avec prétention », dit-il à sa femme qui a choisi une robe trop voyante ! Il mène une vie combattante au service du peuple. Et c'est parce qu'il est un ouvrier conscient qu'il a pris les armes contre les yankees.

« Je suis contre les Américains, parce qu'ils ont semé ruines et deuils, misères et humiliations parmi mes compatriotes », déclare-t-il aux journalistes quelques minutes avant sa mort.

Jeune ouvrier révolutionnaire, N'guyen Van Troi est un militant actif de l'Union de la jeunesse populaire révolutionnaire du Vietnam. Ouvrier révolutionnaire, il place à chaque moment l'intérêt de son combat au-dessus de son intérêt personnel ; il entreprend sa mission, malgré son récent mariage, engage son alliance pour payer les fils électriques nécessaires à la pose des mines ! Ouvrier révolutionnaire, il a une conduite exemplaire en prison ; il tient tête à ses tortionnaires, tente... et réussit presque une évasion, soutient ses camarades. Il va à la mort la tête haute et l'éclat de son regard fait trembler tous ses bourreaux...

Tel fut N'guyen Van Troi, assassiné il y a huit ans déjà. Un jeune communiste qui nous montre la voie...

Plus fort qul la mort, Nguyen Van Troï crie à la face de ses bourreaux : « Vive le Vietnam ! », « Vive Hô Chi Minh ! »

" Cette voix qui fut la tienne "

Phan Thi Quyen est la jeune femme de Nguyen Van Troi. Ils se marient le 20 avril 1964. Quyen est alors une jeune ouvrière ; elle partage les sentiments anti-américains de Van Troi ; mais elle ne milite pas et ne soupçonne pas l'activité clandestine de son mari. Le 9 mai Van Troi est arrêté. Pour Quyen, ce sont les insultes des policiers, les coups, l'incertitude, l'anxiété et bientôt la prison ; c'est aussi la chaude solidarité de ses compagnes de geôle et bientôt l'engagement de suivre :

« Cette voie qui fut la tienne »
Celle de Van Troi.

« Cette voie qui fut la tienne » est le titre du récit de la vie de Nguyen Van Troi, par sa femme. Nous en publions ci-dessous un extrait ; Saigon est en grève ; Quyen rend visite à son mari en prison et Van Troi la réconforte. Dans ses paroles éclatent la ferveur du patriote et l'inébranlable confiance de l'ouvrier révolutionnaire dans la victoire finale.

« Ecoute, chérie, ajouta-t-il, il faut essayer de te mettre à l'unisson de cette joie générale qui grandit avec la montée du mouvement révolutionnaire. Tu sais, dans les cellules, nous chantons à tue-tête, ces derniers jours. Que tout Saigon se mette en grève, que la ville entière manque d'eau et d'électricité, c'est formidable, ça ! Finies les grèves partielles, tout le monde se croise les bras, c'est vraiment inouï ! Après mon admission à la Fédération de la jeunesse, on m'a fait suivre un cours politique. Il fallait entendre le responsable nous expliquer les choses ! Bien que je sois un ouvrier, ce n'est qu'en l'écoutant que j'ai réalisé mes propres forces et celles de notre classe. Il m'a demandé : « Tu es ouvrier électricien, dis-moi les appareils électriques dont tu te sers chez toi ? » J'ai longuement cherché avant de répondre : « Aucun. Je m'éclaire au pétrole comme les gens de mon quartier. » Il reprit en riant :

« Voilà l'injustice. Le producteur d'électricité en est privé. Mais que tu t'aventures du côté des yankees et tu verras que leurs cabinets d'aisance, et jusqu'aux niches de leurs chiens, sont éclairés à l'électricité. Imagine maintenant que tous les électriciens arrêtent leur travail, ne serait-ce qu'un seul jour, et la ville tout entière sera plongée dans l'obscurité. Nos ennemis seront bien obligés de tâtonner à la lumière des torches, car comment veux-tu qu'ils puissent faire marcher les machines ? »

C'était passionnant. Mais je me désolais de ne savoir quand pourrait se produire un pareil événement qui donnerait la preuve de notre force. Eh bien, c'est fait. A la prison, on s'est d'abord aperçu qu'il n'y avait ni eau, ni électricité, puis on a remarqué que les ronflements habituels des moteurs avaient disparu. La nouvelle nous est arrivée sur ces entrefaites : grève générale, pas de circulation automobile, pas de marchés, rien, tout était paralysé ! Nous étions transportés de joie dans notre cellule de condamnés à mort ! On a chanté tous les chants révolutionnaires qui nous passaient par la tête. Ils sont venus nous matraquer, mais on a continué de plus belle. Mourrait-on, qu'on aurait assisté à la levée de nos forces immenses qui les terrasseront bientôt. »

Extrait de « Cette voie qui fut la tienne ». Edition Libération (octobre 65).

La ligne marxiste-léniniste triomphe

Huit anti-révisionnistes quittent le P«C»F

Nous publions ci-dessous de larges extraits de la lettre envoyée par huit militants du parti révisionniste français à leur secrétaire de fédération. Elle témoigne éloquemment de la prise de conscience croissante chez tous les communistes sincères de la ligne contre-révolutionnaire des dirigeants du P.«C.»F. Un tel mouvement ne peut aller qu'en croissant car il y a dans les rangs du parti révisionniste français beaucoup de communistes honnêtes, encore trompés. C'est à eux d'abord que nous adressons ce bel exemple de camarades qui ont décidé de rompre avec la ligne politique et idéologique du révisionnisme moderne.

Poitiers, le 19 septembre, à Paul FROMENTEIL, secrétaire de la fédération de la Vienne du P.«C.»F., membre suppléant du Comité central du P.«C.»F.

Les militants révolutionnaires soussignés t'adressent cette lettre, qu'ils considèrent comme leur autocritique, afin de t'exposer les raisons de leur démission du P.«C.»F. Une telle décision a été prise après un examen critique et attentif des thèses et de la pratique du P.«C.»F., qui nous a amené à la conclusion suivante : le P.«C.»F. est un parti « ouvrier-bourgeois » pratiquant le révisionnisme et non le marxisme - léninisme. Les points essentiels nous ayant permis de formuler une telle appréciation sont résumés ci-dessous :

Le P«C»F ne veut pas substituer l'État prolétarien à l'État bourgeois

1° La stratégie du P.«C.»F., se manifestant actuellement au niveau tactique dans le *Programme commun de gouvernement*, ne permet nullement d' « ouvrir la voie au socialisme ». Elle offre en fait la possibilité d'une solution de rechange pour le maintien de la dictature de la bourgeoisie en France.

En effet, quelle est la position du P.«C.»F. sur la question de l'Etat ? G. Marchais, dans une récente brochure intitulée *l'Etat aujourd'hui et demain*, substitue à une analyse marxiste-léniniste de l'Etat des considérations humanistes sur la « monstrueuse machine bureaucratique, dispendieuse et inefficace pour la nation, lointaine et tracassière pour le citoyen, dans laquelle les fonctionnaires sont traités comme des rouages sans âme » (p. 8). Fournissons donc un « supplément d'âme » et tout sera réglé, et pour cela nul besoin de la dictature du prolétariat. Et que l'on ne nous accuse pas de procès d'intention, l'abandon de la nécessité de la dictature du prolétariat est proclamé ouvertement, ainsi Perceval : « Le marxisme-léninisme justifiait la « dictature du prolétariat » par opposition à la dictature de la bourgeoisie... De nos jours, à la dictature de la bourgeoisie monopoliste, on pourrait opposer « le pouvoir de la classe ouvrière et du peuple entier » (*Economie et politique*, juillet-août 1968, p. 118).

Est abandonné aussi la reconnaissance du fait que « sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois » (Lénine, *Œuvres*, t. 25, p. 434). Certes, Lénine a envisagé en septembre 1917 la possibilité de « la *progression* pacifique de la révolution russe », possibilité historique qu'il considérait comme « *extrêmement* rare et *extrêmement* précieuse » (*Œuvres*, t. 25, p. 335), mais se servir de ce texte pour justifier une stratégie préparant à la *seule* voie pacifique au socialisme c'est être révisionniste et non marxiste-léniniste, c'est oublier qu'au moment où Lénine écrivait les lignes citées plus haut, les ouvriers et les paysans étaient armés. Et ce n'est pas la déclaration du P.«C.»F. suivant laquelle les masses populaires pourraient être amenées à « riposter par la violence populaire » (*Manifeste de Champigny*, p. 18) qui doit nous abuser. Cette déclaration n'est que parler creux. La preuve en est inscrite dans le *Programme commun* : « les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits conformément à la législation établie en 1936 » (p. 149). Evidemment, quel besoin de recourir à la violence révolutionnaire lorsque l'on déclare pouvoir compter « sur le loyalisme sans faille des officiers et sous-officiers » (p. 173).

Nous estimons qu'en cette matière la seule attitude correcte est celle affirmée par Enver Hoxha, à savoir que « nous devons nous préparer avec soin pour les deux voies (violente et pacifique), mais surtout pour la prise du pouvoir par la violence, car si nous nous préparons bien pour cette éventualité, nous renforçons nos chances de succès pour l'autre. La bourgeoisie vous permet bien de discourir, mais elle monte ensuite un coup de force fasciste et vous écrase, du fait qu'on n'a préparé ni les cadres de choc, ni le travail dans la clandestinité, ni les lieux où se mettre à l'abri et travailler, ni les moyens de combat. Nous devons prévenir cette tragique éventualité ». (Discours prononcé à la réunion des 81 partis communistes et ouvriers à Moscou, 16 novembre 1960, p. 29.) Etant bien entendu que cela ne signifie pas qu'il s'agit d'organiser « des maquis en haut du Mont Ventoux », suivant une tactique que Waldeck Rochet attribuait en 1968 aux marxistes-léninistes. Ce dont il s'agit, c'est de faire progresser les positions marxistes-léninistes chez les travailleurs, à savoir la nécessité de la dictature du prolétariat. Expliquer que pour cela « la classe ouvrière doit *briser, démolir* la « machine de l'Etat toute prête », et ne pas se borner à en prendre possession » (Lénine, *Œuvres*, t. 25, p. 448). Là encore, face à l'affirmation de cette nécessité, valable pour toutes les époques et tous les pays, les révisionnistes ne craignent pas de falsifier purement et simplement Marx : « Marx, dans la « Guerre civile en France - 1871 », analyse remarquablement la Commune, en observant qu'elle avait remplacé la machine d'Etat en instituant « simplement » une démocratie plus complète » (*France-Nouvelle*, 4-10 juillet 1972). Or, Marx affirme exactement le contraire : « la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'Etat et de le faire fonctionner pour son propre compte » (*la Guerre civile en France*, p. 59), et c'est là la grande leçon de la Commune de Paris ! Il est remarquable de constater que c'est justement cette leçon que de tout temps les révisionnistes ont essayé d'occulter et de déformer : « c'est cette leçon qui est non seulement tout à fait oubliée, mais encore franchement dénaturée par l' « interprétation » dominante du marxisme, due à Kautsky ! » (Lénine, *Œuvres*, t. 25, p. 449).

Les révisionnistes ne manqueront pas de nous accuser de dogmatisme, de rester attachés à de vieux écrits sans être capables de faire l'analyse concrète d'une situation concrète. Or, si nous examinons la pratique du P.«C.»F., on s'aperçoit que son crétinisme parlementaire fait de lui un traître à la lutte du prolétariat. Le 25-2-1972, un militant ouvrier est assassiné alors qu'il distribuait des tracts à la sortie de Renault. Le P.«C.»F. et la C.G.T., loin de riposter, confondent victime et Etat bourgeois (voir l'édito *La loi des voyous*, l'*Humanité*, 26-2-72), et G. Marchais en profitera pour déclarer : « Est-ce qu'on va recommencer à nouveau comme en 1968 ? Je réponds : non, cela ne doit pas recommencer. » (*Le Monde*, 27-28/2/72). La trahison de la lutte des classes par le P.«C.»F. et la C.G.T. se dévoile aussi dès qu'a lieu une grève débordant un peu trop le cadre des grèves de vingt-quatre heures décidées à Paris (Ex. : Pennaroya, Girosteel, Joint Français... et dans la région : Hutchinson, Leclanché).

Le P«C»F rejette l'idéologie prolétarienne

2° Cette collaboration de classe du P.«C.»F. au niveau économique et politique se manifeste aussi au niveau idéologique, où l'on peut parler d'*hégémonie idéologique bourgeoisie-révisionnisme*. De la part du révisionnisme, c'est l'éclectisme total — un exemple parmi tant d'autres : « le théâtre n'est pas pour eux (les ouvriers d'Aubervilliers) l'instrument de la lutte des classes... c'est naturellement autre chose qu'ils viennent chercher, rencontrer... c'est une prise plus fine sur le réel, accès à ce qui n'a pas d'accès, connaissance autrement inatteignable sur soi-même comme personnalité. C'est vivre en plus, vivre mieux » (Roland Leroy).

Même collusion bourgeoisie-révisionnisme en ce qui concerne l'école: « l'école laïque... donnera une formation civique et morale qui aura pour contenu les idées admissibles par l'immense majorité. Le marxisme... y aura sa juste place, comme les autres » (l'*Humanité*, 26-7-72). Comme si le matérialisme historique ne nous avait pas appris que l'idéologie dominante est l'idéologie de la classe dominante, c'est-à-dire actuellement l'idéologie bourgeoise. Et sur le plan idéologique, et c'est là un des apports de Mao Tsé toung au marxisme-léninisme : « la question de savoir qui l'emportera, le prolétariat ou la bourgeoisie, n'est pas encore vraiment résolue. Nous avons à soutenir un long combat contre l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise. Ce serait une erreur de ne pas comprendre cela, de renoncer à la lutte idéologique » (*Cinq essais philosophiques*, Ed. Pékin, p. 285-286).

L'U.R.S.S. : Socialiste en apparence, impérialiste dans les faits

3° Après ce que nous venons d'exposer dans les deux premiers points, on comprend parfaitement l'hostilité du P.«C.»F. à l'égard de la République Populaire de Chine, pays socialiste qui se tient fermement sur des positions de classe prolétarienne et où s'est déroulée la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, première révolution au niveau des superstructures.

La rééducation des intellectuels, des cadres, l'application de « la politique formulée par le camarade Mao Tsé toung suivant laquelle l'éducation doit être au service de la politique du prolétariat et se combiner avec le travail productif » (décision du Comité central du Parti Communiste Chinois sur la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, 8 août 1966), la confiance dans les masses (« il faut rejeter la crainte et ne pas avoir peur des troubles... Que les masses s'éduquent dans ce grand mouvement révolutionnaire, et opèrent la distinction entre ce qui est juste et ce qui ne l'est pas », *id.*), sont autant d'aspect de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne qui permettent de comprendre qu'elle a été un moment important dans le renforcement de la domination du prolétariat dans tous les domaines : économique, politique et idéologique.

De la part du P.«C.»F., c'est depuis plus de dix ans la censure et la calomnie à l'égard de la République Populaire de Chine et de l'Albanie, allant de pair avec la défense du social-impérialisme soviétique. En 1956, les révisionnistes khroutchéviens ont réalisé un coup d'Etat contre - révolutionnaire liquidant la dictature du prolétariat : « la dictature du prolétariat... a cessé d'être une nécessité en U.R.S.S. », cette dernière « s'est convertie en Etat de tout le peuple » (programme du Parti communiste d'Union Soviétique, XXII° congrès). Dans leur entreprise liquidationniste, les révisionnistes krouthchéviens ont essayé de calomnier Staline, afin de mieux combattre Lénine : « A mon avis, il y a deux « épées » : l'une est Lénine et l'autre, Staline. Cette épée qu'est Staline, les Russes l'ont maintenant rejetée. Cette épée qu'est Lénine, n'a-t-elle pas aussi été rejetée quelque peu par certains dirigeants soviétiques ? je pense qu'elle l'a été dans une large mesure ».* (Allocution de Mao Tsé toung à la deuxième session plénière

(Suite p. 9)

* Cette citation date de 1956. Aujourd'hui, comme le souligne le Parti Communiste Chinois, Lénine a été totalement rejeté par la clique révisionniste de Moscou.

Commandez, étudiez,

" FACE AU GAUCHISME MODERNE "

(par notre intermédiaire)

PRIX : 3 F — Ajoutez 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi.

(*Suite de la page 8.*)

du Comité central issu du VIII' congrès du Parti Communiste Chinois, 15 novembre 1956.)

Quant à la politique extérieure de l'U.R.S.S., l'internationalisme prolétarien a fait place au social-impérialisme.

Quelques exemples :

— 21 août 1968 : agression puis occupation de la Tchécoslovaquie.

Le P.«C.»F. pour des motifs électoralistes désapprouve l'« intervention », approuve l'occupation et soutient les révisionnistes Dubcek-Svoboda puis le fantoche Husak. La position marxiste-léniniste est de dénoncer à la fois le social-impérialisme soviétique ainsi que « les deux clans révisionnistes (Dubcek - Svoboda et les « Novotnystes »), l'un appuyé par les occupants soviétiques, l'autre par la bourgeoisie nationaliste locale et par la réaction extérieure impérialiste » (*Zeri i popullit*, organe central du Parti des travailleurs d'Albanie, 19-9-68).

— Maintien de la reconnaissance diplomatique de la clique fantoche de Lon-Nol au Cambodge et non-reconnaissance du Gouvernement royal d'Union nationale du Kampuchea.

— Soutien de l'impérialisme indien dans sa guerre contre le Pakistan sous le prétexte des réfugiés Bengali.

— Partage du monde avec l'impérialisme U.S., la coopération de l'U.R.S.S. avec les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine étant conçue sur le strict mode impérialiste : « Pour l'Union Soviétique, cette coopération permet de profiter encore plus largement des avantages de la division internationale du travail. Nous pourrons acheter à ces pays, dans des proportions de plus en plus grandes, leurs produits traditionnels : coton, laine, peaux, concentrés de minerais de métaux non ferreux, huiles végétales, fruits, café, fèves de cacao, thé et différentes autres espèces de matières premières et d'articles fabriqués ». (Kossyguine, XXIII' congrès, *Etudes soviétiques*, p. 107.)

En décembre 1971, l'aspect social-fasciste du révisionnisme se manifestait clairement en Pologne où des ouvriers sont massacrés par la police et l'armée, parce qu'ils avaient manifesté pour protester contre une augmentation de 20 à 30 % des prix, notamment des denrées alimentaires.

Aussi quittons-nous le P.«C.»F. parce que nous voulons lutter en communistes, c'est-à-dire sur les bases du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung, pour la révolution socialiste et la dictature du prolétariat.

22 octobre 1941 — 22 octobre 1972

N'oublions jamais Châteaubriant

Le 22 octobre 1941 les nazis et leurs kollabos dressaient 27 poteaux d'exécution. A 16 h 10, 27 Communistes venaient d'être assassinés.

Parmi eux Guy Mocquet âgé de 17 ans qui dans sa dernière lettre écrivait : « Certes, j'aurais voulu vivre, mais ce que je souhaite de tout mon cœur, c'est que ma mort serve à quelque chose... Dix-sept ans et demi, ma vie a été courte. Je n'ai aucun regret. »

Jean-Pierre Timbaud qui face aux nazis lança : : Vive le Parti Communiste allemand ! »

Charles Michels qui écrivait à sa femme : « Ne te frappe pas, je vais mourir avec courage. »

Ainsi étaient les 27 fusillés de Châteaubriant. 27 dont le combat continue.

Et maintenant laissons parler Gaston Monmousseau :

« C'est Pucheu, un Français, qui les désigna pour le peloton d'exécution.

Pucheu fut, sous les nazis, le ministre du Comité des Forges, le Comité des Forges commande au grand patronat français, et celui-ci commande aux ministres.

Hier, comme aujourd'hui, le cœur durci par l'or, l'âme figée dans un égoïsme cruel, les chefs d'industrie, ainsi que leurs ministres et leurs journalistes, ignorent tout de la vie des hommes.

Ils ne pensent pas, ils ne penseront jamais au sang précieux qui circule dans le petit corps des enfants et dans les muscles des grands par l'infini réseau des artères, le sentiment de la vie qui chante, pleure ou gronde dans la pensée des hommes, soit qu'ils espèrent, soit qu'ils souffrent, soit qu'ils combattent au nom de toutes les souffrances, de toutes les espérances et d'une juste cause.

Nos 27, ainsi que tous les autres, à ce moment précis où Pucheu signa leur arrêt de mort, ont réalisé ce que c'était que de vivre et de mourir.

Ils pouvaient vivre, ils n'avaient, pour cela, que quatre mots à écrire et signer : je renie mon père, je renie mes frères, je renie ma classe, je renie mon organisation, je renie ma foi, je renie mon Parti, je renie la France.

Ils vivraient encore aujourd'hui, comme nombre d'autres, ils vivraient dans leur peau méprisable, si cela s'appelle vivre.

Mais si, ayant échappé à la police de Pucheu, ils vivaient encore aujourd'hui, ils lutteraient tous à nos côtés, lorsqu'on est capable d'aller à la mort comme ils y sont allés, qu'est-ce donc de lutter vivant pour la cause que l'on met au-dessus de sa propre vie.

Mais s'ils vivaient encore, l'âme des hommes qui les ont livrés, puis fusillés, cette âme toujours présente sous les traits de nos gouvernants, les haïrait à mort en souillant leur cœur pur des plus abominables mensonges ainsi qu'ils font pour nous-mêmes ».

La vie "gâchée" d'Aragon

OU CONDUIT LE REVISIONNISME !

Dans le dernier et ultime numéro des *Lettres Françaises*, dont il est le créateur et directeur, Louis Aragon dresse un bilan désabusé de sa vie et écrit :

« ... Cette vie dont je sais si bien le goût amer qu'elle m'a laissé, cette vie à la fin des fins qu'on ne m'en casse plus les oreilles, qu'on ne me raconte plus combien elle a été magnifique, qu'on ne me bassine plus de ma légende. Cette vie comme un jeu terrible où j'ai perdu. Que j'ai gâchée de fond en comble. »

Quel stupéfiant constat sous la plume d'un membre du Comité Central d'un Parti qui se veut et se dit « communiste » ! Dans ces remarques désabusées, rien qui ressemble à l'idéologie prolétarienne qui imprégne tout militant communiste : une idéologie triomphante parce que pleine de la certitude que, inéluctablement la classe ouvrière et son Parti vaincront, que les peuples du monde sortiront de la nuit de l'oppression et de l'exploitation pour construire un monde nouveau.

Mais si Aragon trouve sa vie si affligeante, la faute à qui ?

Il appartient à un Parti qui a tout renié de ses heures glorieuses (pendant lesquelles Aragon joua un rôle important par son activité politique et littéraire), un Parti empêtré dans le marais révisionniste, un Parti qui n'a plus rien d'exaltant à proposer parce qu'il a rejeté l'idéal du socialisme et du communisme.

Comment s'étonner au fond que ce poète, qui sut chanter avec tant d'émotion et de beauté l'héroïque Résistance de notre peuple, en vienne à lâcher de tels propos empreints de pessimisme et de défaitisme — ces stigmates de l'idéologie bourgeoise.

Comparez, camarades, avec ce qu'écrit un Gabriel Péri, lui aussi membre du Comité Central du P.C.F., la veille de son exécution par les nazis, le 15 décembre 1941 ; comparez avec ces mots pleins de vigueur, de confiance en l'avenir, de certitude d'avoir participé à une cause juste et qui triomphera :

« Une dernière fois, j'ai fait mon examen de conscience : il est très positif. C'est cela que je voudrais que vous répétiez autour de vous. J'IRAI DANS LA MEME VOIE SI J'AVAIS A RECOMMENCER MA VIE. J'ai souvent pensé, cette nuit, à ce que mon cher Paul Vaillant-Couturier disait avec tant de raison, que le communisme était la jeunesse du monde et qu'il préparait des lendemains qui chantent.

Je vais préparer, tout à l'heure, des lendemains qui chantent ».

UN APPEL AU MEURTRE SIGNÉ... SYNDICAT CGT RENAULT DU MANS!

(*Suite de la page 3*).

« et les mettre en pratique. » D'abord, ce n'est pas si vrai que cela, rappelons-nous les sabotages de voitures à Flins et les matraquages de Billancourt et puis ce sont les événements qui font que les idées peuvent être mises en pratique.

» Et nous ne sommes jamais à l'abri d'événements qui permettent de mettre en pratique des idées destructives.

» Oui, les travailleurs comprennent que les exactions de ces commandos palestiniens mettent en péril le peuple palestinien. Il faut qu'ils fassent le parallèle et appuient la C.G.T. quand elle affirme :

» — Que toutes ces idées qui prônent les exactions et les mouvements minoritaires, mettent en danger des innocents et nuisent aux intérêts des travailleurs.

» Empêcher le gangstérisme, même s'il se pare des idées révolutionnaires, c'est défendre la liberté et la démocratie. »

Qui est l'ennemi pour les responsables C.G.T. Renault du Mans : les patrons et la bourgeoisie exploiteuse ? Non ! c'est le « **gangstérisme des gauchistes** », qui « **met en danger des innocents et nuit aux intérêts des travailleurs** ».

Cela signifie simplement — et nous pesons nos mots en écrivant cela — que si, un jour prochain, la bourgeoisie recourait au fascisme, c'est-à-dire au terrorisme ouvert contre le mouvement ouvrier, **ces gens comme les auteurs du tract seraient les premiers à la soutenir.** C'est pourquoi ils n'ont rien à voir avec le mouvement ouvrier ni avec la classe ouvrière. En écrivant un tel tract; ils se sont placés eux-mêmes hors des rangs de la classe ouvrière, ils se sont rangés dans le camp de l'ennemi de la classe ouvrière — et de son pire ennemi : le fascisme.

Nous critiquons et rejetons la ligne de la C.G.T. représentée par Séguy et Cie, parce que c'est une ligne de collaboration de classe et non de lutte de classe. Mais nous respectons les militants C.G.T. qui se battent classe contre classe dans les usines. **Nous ne confondons pas l'immense majorité des militants et adhérents C.G.T. avec cette poignée d'éléments antipopulaires et antiouvriers du genre des auteurs de ce tract.**

Si des responsables du syndicat en viennent à écrire de telles ignominies fascistes, **c'est la conséquence de la ligne de collaboration de classe des Séguy et Cie.**

Nous sommes persuadés que la masse des ouvriers adhérant à la C.G.T. sauront rejeter avec colère de telles positions contraires aux intérêts du prolétariat et de tous les travailleurs.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueur d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

S.N.I.A.S. (Toulouse)

Beaucoup de bruit pour rien

L'événement a fait grand bruit dans la presse locale : après l'avoir boudé un an, la C.G.T. signe l'accord-société.

Dans le même temps, à l'Aérospatiale, nous participons aux bénéfices. Nous voilà donc enfin considérés comme de véritables partenaires de nos P.D.G. Eh ! oui ! qu'on en juge : un « capital » de 90 francs en moyenne a été distribué à chaque salarié. Ce « capital » est bloqué pendant 5 ans et réinvesti dans les affaires de la société. Enfin, il est possible quand même de toucher les intérêts (8 %... !) Cet accord signé par toutes les organisations syndicales concerne la participation aux bénéfices pour l'année 70. Pour 71 le bruit court que « nous n'avons pas fait assez de bénéfices »...

Voilà donc la C.G.T. sur les traces des pionniers que furent F.O. et C.G.C.

Pour la signature de l'accord-bidon tout a été fait dans les règles « démocratiques » actuelles : après avoir mené une campagne d'explications, la C.G.T. a organisé une consultation à bulletin secret pour ses adhérents. Ils ont, bien sûr, a une forte majorité, approuvé la nouvelle orientation : 745 pour ; 142 contre ; 4 abstentions... mais 600 qui n'ont pas jugé bon de participer au vote !

Pour les 142 syndiqués qui ont voté contre, c'était un virage à 180°.

— Comment un accord-bidon peut, 2 ans après, avoir quelques vertus ?

— Comment croire que la signature d'un tel accord puisse « créer les conditions de l'action unie des travailleurs ? » (C.G.T. 25 août).

— Comment croire que l'on puisse ainsi « amener la direction à discuter favorablement » ?

— que cela puisse « arrêter les manœuvres de division de la direction » ?

— que les problèmes importants laissés en suspens « l'aient été à cause de la signature séparée de l'accord » ? (C.G.T. 30 août) et ne le soient plus aujourd'hui grâce à la signature de la C.G.T. ?

— à la nécessité de la signature C.G.T. pour « pouvoir déposer une plate-forme revendicative et la négocier » ? (C.G.T. 21 sept.).

LA SITUATION AURAIT-ELLE CHANGE DEPUIS DEUX ANS?

Suffirait-il maintenant que la C.G.T. signe pour que les problèmes fondamentaux « laissés en suspens » soient réglés ?

Suffirait-il pour refaire l'unité de la classe ouvrière de s'associer aux côtés des dirigeants jaunes de F.O. et polémiquer sans fin, au long d'interminables réunions avec le patronat, depuis Pâques jusqu'à la Trinité ? Est-il nécessaire maintenant de signer un accord qui enchaîne la classe ouvrière pour ensuite présenter officiellement l'autorisation de briser ses chaînes ?

LA REALITE EST TOUTE AUTRE...

Toute revendication essentielle des travailleurs n'a été et ne sera satisfaite qu'après avoir obligé la direction à céder face à une classe ouvrière *unie dans la lutte, sur le tas, par la grève, dure et résolue.*

Dans ces circonstances, la direction *devra négocier* sérieusement. Ce n'est pas aujourd'hui le cas et ne le sera jamais si, sous prétexte de refaire l'unité des travailleurs, on fait l'unité (réelle celle-là) avec les dirigeants de F.O., sur leurs positions opportunistes et capitulardes.

Au contraire, on décourage les éléments les plus résolus de la classe ouvrière et on amène les éléments hésitants et la grande masse des travailleurs à attendre que cela arrive « tout cuit » grâce aux négociations.

ON DEMOBILISE LES TRAVAILLEURS

Il faut donc parler d'un acte conscient de capitulation, qui n'est pas le premier dans notre usine. Il est le fruit de la politique de soutien aux partis de « gôche » qui implique que les intérêts de la classe ouvrière passe après ceux de leur victoire électorale. La classe ouvrière doit se contenter du rôle de force d'appoint électorale. Elle ne doit pas effaroucher les « alliés » du P.S. et radicaux. Mais du rêve de ces messieurs à la réalité, il y a un abîme et il se pourrait que les fruits, comme dans la fable, soient un peu verts.

Alors, plus nombreux nous serons à ouvrir les yeux, plus rapidement nous créerons les conditions nécessaires à une lutte efficace et victorieuse pour la satisfaction de nos revendications.

LA LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE SE MENE DANS LES USINES ET PAS DANS LES URNES.

Les communistes marxistes-léninistes de la S.N.I.A.S.

Belle Jardinière déclassements et licenciements

La direction de la Belle Jardinière mène une offensive en règle contre le personnel. Il s'agit pour les frères Willot, qui dirigent le magasin par l'intermédiaire du Bon Marché, de liquider une affaire peu rentable. Ils projettent dans un premier temps de transformer deux étages du magasin en bureaux qu'ils loueront à des sociétés privées. Pour arrondir leurs profits, ces requins jettent leurs employés au chômage. Deux étages en moins, ça fait 180 employés au chômage dans un bref délai. La semaine dernière, un panneau à la porte annonçait 32 licenciements.

En attendant, pour éviter la riposte du personnel, la direction devise et fait courir de faux bruits. Les chefs racontent à qui veut les entendre que la transformation en bureaux, ce n'est pas pour demain, qu'il ne faut pas se monter la tête... Et pour « encourager » les départs « volontaires », les employés sont déclassés (lutiers ou secrétaires mis aux rayons, réceptionnistes à l'entretien, etc.) ou constamment déplacés (les vendeuses sont promenées de rayon en rayon sans raison). Beaucoup, écœurés ou par peur du chômage, cherchent un emploi et démissionnent. Les autres espèrent passer à côté de la prochaine charette de licenciements, acceptent brimades et conditions de travail de plus en plus dures.

Contre ces pratiques de la direction, il faut une riposte unitaire des employés. Ceux et celles qui ne sont pas mis à la porte aujourd'hui, le seront demain. Si la direction procède par petits paquets, c'est pour diviser et faire ses mauvais coups en toute tranquillité.

Ripostons dans l'unité !

Correspondant H.R.

La MGEN : Une «œuvre mutualiste» ou bien de véritables capitalistes

Depuis le 27 septembre, le personnel administratif M.G.E.N. de la rue de Lyon est en grève.

Plateforme revendicative de cette grève :

— des indemnités uniformes de lin d'année non hiérarchisées pour les administratifs et les hôteliers ;

— 6 jours supplémentaires pour soigner un enfant malade ;

— Une semaine de congé supplémentaire ;

— la révision des modalités d'attribution de la prime de 7,50 % actuellement accordée au personnel hospitalier.

Certains de ces avantages, refusés au personnel administratif et hôtelier, sont déjà accordés au personnel hospitalier. Car à la M.G.E.N., il y a trois conventions collectives pour ces trois catégories de personnel.

D'ailleurs, seuls la C.G.T. et le syndicat autonome (S.N.A.P.P.) ont accepté de signer trois conventions différentes (25-9-72). La C.F.D.T. et F.O. ont refusé de paterniser ce procédé de division.

C'est pourquoi la C.G.T. a été si longue à prendre le train en marche ! Ce n'est que le 9 octobre que la C.G.T. et le S.N.A.P.P. ont lancé leur mot d'ordre de grève ! Mais les employées de la rue de Lyon ne l'avait pas attendu : le 3-10, elles décidaient la grève illimitée avec occupation de jour et de nuit des locaux.

Et leur exemple s'est répandu comme une traînée de poudre : à ce jour, une trentaine de sections sont déjà en lutte. Dans les établissements hospitaliers, où la grève complète est impossible, des A.G. se tiennent et des collectes de solidarité s'organisent. Partout, des lettres ouvertes aux mutualistes sont diffusées.

Pourtant, le 7 octobre, les syndicats sont entrés en négociation avec le Bureau national de la M.G.E.N. Le Bureau national a tenté de récupérer la prime uniforme exigée en la transformant en prime d'assiduité et hiérarchisée. La M.G.E.N. a essuyé le refus unanime des quatre syndicats et du comité de grève. La grève continue.

Les raisons profondes de cette révolte générale sont multiples. A la rue de Lyon, par exemple, où les salaires sont de 850 F pour certaines, les patrons mutualistes ont inventé un système de surexploitation raffiné. Chaque employée doit faire, pendant sa journée, une quantité minimum de dossiers. Mais pour que ça elle plus vite, quand elles font plus de dossiers que la quantité minimum, elles ont le droit d'emmener des dossiers à faire chez elles. (Le travail nocturne étant mieux payé que le travail diurne.) Et plus on a fait de dossiers en rabe, plus on a le droit d'emmener de dossiers. Alors, comme il y en a qui voudraient bien travailler la nuit, mais qui n'arrivent pas à dépasser la quantité minimum, ils achètent aux plus rapides les dossiers en rabe.

Joli résultat, messieurs les mutualistes !

Une employée de la M.G.E.N.

La grève du personnel de la M.G.E.N. qui se poursuit à Paris à l'heure où je vous écris, serait une grève comme les autres si...

— Si la Mutuelle générale de l'Education nationale, qui compte environ 1 million d'adhérents dont plus de 50 % d'enseignants, n'avait été fondée — en 1946 — par deux organisations syndicales : le Syndicat national des Instituteurs (S.N.I.) et la Fédération de l'Education nationale (F.E.N.).

- S'il n'y avait les proclamations généreuses des dirigeants de la M.G.E.N. :

« La M.G.E.N. est une organisation démocratique. »

« La M.G.E.N. ne saurait être confondue avec le patronat privé ou avec l'Etat-patron »,

ou du S.N.I. :

« La M.G.E.N., le plus beau fleuron du syndicalisme universitaire » (Ouliac, secrétaire général du S.N.I.).

Le compte rendu de l'assemblée générale de la M.G.E.N. de juillet 1971 mentionnait pudiquement que « des responsables se sont inquiétés de certains états d'esprit et de faits concernant le personnel privé de la M.G.E.N. ». Quelques lignes sur 60 pages de rapport ! De quoi éclairer les enseignants, qui, comme moi, utilisent les services et bénéficient des avantages de la Mutuelle sans trop y regarder de plus près.

La grève des 4 600 salariés de la M.G.E.N. proclame cette évidence qu'on nous cachait soigneusement : il y a lutte, parce qu'il y a exploitation. Regardons-y de plus près :

— La direction de la M.G.E.N. note son personnel, comme l'Etat-patron note ses enseignants.

La direction de la M.G.E.N. pénalise l'absence du personnel pour maladie, pour maternité, pour accident du travail — comme le fait l'Etat-patron pour les salariés des hôpitaux publics.

La direction de la M.G.E.N. n'hésite pas à appliquer à son personnel avec des mois, voire des années de retard, des mesures prises et appliquées depuis longtemps par l'Etat.

Les citations « généreuses » des dirigeants de la M.G.E.N. sont autant de masques trompeurs que la grève vient de faire voler en éclats. Denis Forestier, président de la M.G.E.N., faisait appel à Albert Camus pour définir le « combat » mutualiste : « La lutte elle-même, vers les sommets, suffit à remplir un cœur d'homme » ; nous savons maintenant que cette « lutte » ne suffit pas à remplir le porte-monnaie des employés de la M.G.E.N. !

Chaque enseignant doit réfléchir sérieusement à la grève en cours, et à ce qu'elle révèle de la part des directions des syndicats enseignants. Elles ont saboté l'information sur la grève ; tel secrétaire départemental du S.N.I. a fait disparaître des affiches et tracts déposés par le personnel de la M.G.E.N., afin que les militants cantonnaux du S.N.I. qui tenaient une réunion n'apprennent pas le déroulement de la grève à quelques mètres d'eux !

Les bureaucrates qui participent à l'exploitation du personnel de la M.G.E.N. prétendent dans le même temps être d'authentiques syndicalistes qui dirigent les luttes des enseignants. La grève à la M.G.E.N. nous permet de mieux voir où mène la politique réformiste, corporatiste, dans le mouvement syndical ; le bureaucrate du S.N.I peut espérer terminer honorablement une vie de « militant » bien remplie dans un fauteuil du Conseil d'administration de la M.G.E.N. ; on y devient patron sans même s'en apercevoir !

Un Enseignant.

AFFICHEZ H.R.

LE DOSSIER NOIR DE L'AVORTEMENT

L'odieux procès de Marie-Claire a donc contraint de l'ouvrir au grand jour ce dossier noir de l'avortement, sujet tabou dans la société actuelle pétrie d'injustice et d'hypocrisie.

Depuis 1920, en effet, il est interdit par la loi française qui le punit très sévèrement. Selon l'article 317 du Code pénal : « quiconque... aura procuré ou tenté de procurer l'avortement... sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 1 800 à 36 000 F ». Les peines sont doublées en cas de récidive.

Cet article est même suivi d'une disposition — totalement inhabituelle — qui délie du secret professionnel les médecins, avocats, infirmières ayant connaissance d'un avortement. En clair, il s'agit là d'un véritable appel à la dénonciation.

1920, ce n'est pas un hasard. A cette époque, en effet, il y avait nécessité urgente pour la bourgeoisie de reconstituer son armée de travailleurs, au lendemain de cette vaste saignée que fut la première guerre mondiale.

Cette réalité demeure encore d'actualité aujourd'hui : à la bourgeoisie avide, il faut toujours des bras à exploiter. Elle y a greffé, en plus, sa conception réactionnaire de la femme et de la famille, qui se résume à peu près en ceci : « sois mère, travaille et tais-toi ! »

Dans le même temps, elle prenait bien soin de réserver à ses propres femmes leurs privilèges de classe. Celles qui ont de l'argent peuvent avoir accès sans problèmes à des cliniques luxueuses, discrètes et confortables. Il n'est même plus besoin de faire le voyage en Suisse ou en Angleterre pour cela. De toute façon, les avortements sont beaucoup plus rares dans les milieux de la bourgeoisie puisque les moyens anti-conceptionnels, qui sont refusés à la grande masse des femmes de notre peuple, y sont largement diffusés et employés. Ce ne sont de toutes façons pas elles qui comparaissent devant les tribunaux : En une année, sur 520 femmes poursuivies pour « délit d'avortement », il y avait : 140 ouvrières, 123 employées, 121 employées de maison, 131 petites commerçantes et... 2 femmes de cadres !

Il faut le savoir : environ un million de femmes se font avorter chaque année ! Un million, c'est-à-dire à peu près un avortement pour une naissance. La plupart d'entre eux s'effectuent dans des conditions sordides, traumatisantes, dangereuses pour la santé et même la vie de celles qui sont contraintes d'y recourir. Ici encore, les chiffres sont éloquents :

— Officiellement, 5 000 femmes meurent chaque année des suites d'un avortement. Ce chiffre est bien en-dessous de la réalité, étant donné la répression qui s'exerce, qui contraint à la clandestinité. On a été jusqu'à avancer le chiffre de 30 000 morts annuelles !

— 15 000 femmes demeurent stériles à vie, 200 000 sont atteintes de maladies infectieuses graves chaque année. Et devant ce véritable fléau, la bourgeoisie n'a qu'une réponse : traîner les « coupables » devant ses tribunaux.

Ces femmes, qui sont-elles ? essentiellement des femmes du peuple : des ouvrières, des travailleuses, des jeunes. 66 % d'entre elles sont mariées et ont déjà eu au moins deux enfants. 60 % sont logées dans des conditions précaires, voire franchement insalubres. Et parmi elles, combien de « moins de 1 000 F par mois » ? Pour toutes celles-là — y compris celles qui auraient souhaité pouvoir élever un enfant — l'annonce d'une grossesse est une véritable catastrophe ; elles vivent dans l'inquiétude de sa confirmation. Quand il leur faut enfin se rendre à l'évidence, c'est la course angoissée pour se procurer une adresse ; puis pour réunir la somme nécessaire : il en coûte couramment 3 000 F pour se faire avorter chez soi, par une personne dont les connaissances médicales ne sont pas forcément sûres.

Quand on ne trouve ni l'un ni l'autre, il ne reste plus qu'à tenter de se débrouiller seule, par des moyens de fortune.

En cas de complications — fréquentes — c'est l'hôpital où on ne vous fait pas de cadeau. En témoigne l'expérience de l'une des 343 signataires du « manifeste pour l'avortement » : « *Pas d'argent, donc pas de médecin ni de clinique. J'eus recours à une vague sage-femme qui, sur le cosy de sa salle à manger, m'introduisis une sonde. Le quatrième jour... la sonde avait enfin fait son effet, mais je brûlais de fièvre. Transportée à l'hôpital, je fus curetée à vif. A travers mes cris, j'entendais le gynécologue dire d'une voix tranquille : « ça lui fera passer l'envie de recommencer ».*

Il y aura encore longtemps des femmes qui se retrouveront enceintes sans avoir voulu un enfant, ou sans pouvoir l'élever décemment... Il nous faut donc militer vigoureusement pour exiger l'avortement libre. Libre, c'est-à-dire, en tout premier lieu aussi, gratuit.

Mais de toutes façons, l'avortement n'est qu'un dernier recours. Il faut revendiquer dans le même temps l'une des libertés fondamentales pour les femmes : celle de choisir de donner ou non la vie, comme la science contemporaine le leur permet.

La loi de 1920 prohibait toute diffusion et toute utilisation de moyens contraceptifs au même titre que l'avortement. Mais périodiquement les politiciens de tous bords se souviennent, en période électorale, que les femmes sont aussi des électrices. Ils brandissent alors des projets de loi levant cette prohibition qui n'existe, elle aussi, que pour les pauvres.

C'est ainsi que, dans la foulée des dernières présidentielles, un projet de loi « Neuwirth » fut adopté par l'Assemblée nationale. Il dispose que certains contraceptifs seront désormais délivrés en pharmacie, sur ordonnance médicale. Leur vente aux mineures est sévèrement réglementée. Ils ne sont de toutes façons pas remboursés par la Sécurité sociale. Dans le même temps, toute propagande anti-nataliste demeure interdite.

Cinq ans après, les décrets d'application qui devaient permettre l'entrée en vigueur de ces timides dispositions ne sont toujours pas parus !

Une exception toutefois, prévue dans le texte même de la loi : les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion jouiront d'un « régime spécial ». Messmer s'est chargé en personne de faire en sorte que ces dispositions ne restent pas lettre morte dans les départements d'Outre-Mer placés sous son contrôle. Car l'impérialisme français, comme tous ses compères, a peur du développement des peuples qu'il exploite. Il sait que ces bras qui travaillent pour arrondir ses profits, prendront un jour le fusil pour l'abattre.

Que la bourgeoisie soit affamée de bras à exploiter ou qu'elle ait peur de les voir se retourner contre elle, de toutes façons, nous ne voulons plus qu'elle décide à notre place — et en tout premier lieu à la place des femmes de notre peuple — des gosses que nous devons avoir. C'est pourquoi nous devons, dès à présent, combattre pour lui arracher ce droit élémentaire ; tout en sachant qu'il ne pourra être pleinement satisfait que lorsque nous ne serons plus les marchandises du capital, mais les hommes nouveaux de la société socialiste pour l'avènement de laquelle nous luttons.

témoignage de lecteurs

Marie-Claire, 17 ans, fille d'une employée de la R.A.T.P., passait la semaine dernière en jugement, sur dénonciation, pour s'être fait avorter.

La femme dont la paye est modeste ne peut consacrer, en effet, plusieurs mois de son salaire à aller se faire avorter en Suisse ou en Angleterre, ou encore dans une luxueuse clinique française ; il ne lui reste plus qu'à « se débrouiller » !

Elles sont des centaines de milliers qui, chaque année comme Marie-Claire, se font avorter dans des conditions physiques innommables. Beaucoup y laissent leur santé et même parfois leur vie.

Lors du procès de Marie-Claire a eu lieu, à l'appel du M.L.F. (1), une manifestation place de l'Opéra à Paris, qui fut lourdement réprimée par les forces de répression : matraquage sauvage, voiture de flics fonçant sur la foule...

Mais plus significatifs encore de l'esprit de la bourgeoisie, étaient les encouragements que les « femmes du monde » sorties du café de la Paix ou de chez le bijoutier d'à côté lançaient aux flics ; l'une de ces « grandes dames », oubliant les bonnes manières, laissait échapper sa véritable nature et hurlait aux flics qui cognaient : « Allez-y ! c'est bien le diable si quelques coups de matraque ne remplacent pas avantageusement un avortement en clinique ! ».

En nous montrant une fois de plus combien ce système est abject, la bourgeoisie confirme ce que nous savions déjà ; sa morale hypocrite n'est qu'un moyen de répression supplémentaire contre les travailleurs, elle se fout de leurs conditions de vie et de leur santé !

Seule la société socialiste pourra résoudre pleinement le problème de la maternité librement consentie (moyens de contraception libres et gratuits...) et donnera aux travailleurs les moyens d'élever décemment leurs enfants (crèches, écoles, hôpitaux...).

NOUS SOMMES DES HOMMES ET NON DES CHIENS !

VIVE LE SOCIALISME !

Des lecteurs.

(1) Mouvement de Libération des Femmes.

Commandez à

E_100

EDITIONS DU CENTENAIRE
B.P. 120 — 75962 PARIS CEDEX 20

LE 6e CONGRÈS DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE

PRIX : 3 F (frais de port compris)

LA COLERE DE LA BRETAGNE

Le 3 octobre, à Paris, s'est ouvert devant la Cour de Sûreté de l'Etat, le procès de 11 militants bretons du Front de Libération de la Bretagne. Ils étaient accusés d'avoir organisé divers attentats. On peut ne pas partager tous leurs points de vue sur l'avenir qu'il faut construire à la Bretagne et les méthodes à employer pour y parvenir. Mais voyons d'un peu plus près quelles cibles visaient leurs bombes :

— Des camions de ramassage du lait, appartenant aux gros industriels laitiers, au moment de l'emprisonnement de Jean Carel, leader syndical des petits paysans bretons étranglés par les trusts.

— Des bulldozers chargés d'un remembrement inique qui vise à déposséder les petits paysans de leurs terres au profit de notables et gros commerçants locaux ;

— Le palace que l'un des plus gros requins de l'immobilier, Bouyghes, s'est fait construire avec plages et ports privés, etc.

Ouvriers surexploités, condamnés au chômage ou à la migration vers d'autres régions, petits commerçants et paysans ruinés après s'être épuisés une vie entière au travail, intellectuels progressistes, ils ont pris la parole au banc des accusés de la Grande Cour de Répression de l'Etat capitaliste. Et ils ont porté témoignage de la violence que celui-ci exerce quotidiennement sur la Bretagne condamnée à être un désert économique, un réservoir de main-d'œuvre, ballotée ici et là, au gré des intérêts des industriels et des banquiers : 25.000 bretons chaque année sont contraints de quitter leurs villes et leurs villages !

Les militants bretons l'ont affirmé à plusieurs reprises : leurs bombes étaient destinées à faire entendre les voix qui s'élèvent pour dénoncer cette exploitation et cette oppression. Ils ont gagné : à leur procès — qui s'est terminé furtivement par des acquittements et des condamnations avec sursis — c'étaient eux les accusateurs.

PROCES du COLONIALISME FRANÇAIS

Un procès hors du commun a lieu actuellement à Paris.

Vous n'en entendrez guère parler dans la grande presse qui quand elle ne ment pas, se conduit comme une infirme, aveugle, sourde et muette, et pourtant l'affaire ne manque pas d'intérêt puisqu'elle oppose Christian Courbain, jeune étudiant et militant anti-colonialiste martiniquais au premier ministre Messmer!

Voici les termes du délit :

Christian Courbain est accusé d'injure et diffamation contre la personne de Messmer pour avoir décrit clairement dans un journal lycéen martiniquais dont il était directeur de publication, la répression qui eut lieu lors de la visite de Messmer à Pointe-à-Pitre le 13 mai 71.

L'ORDRE COLONIAL

Mesmer, champion du colonialisme, reproche à Christian Courbain d'avoir révélé les circonstances du meurtre de Gérard Nouvet (une victime de plus de l'ordre colonial.)

Le 13 mai 71 Mesmer alors ministre des T.O.M. et D.O.M. arrive à Pointe-à-Pitre alors que le peuple martiniquais montre de plus en plus depuis quelques années qu'il en a assez du chômage, de la misère, de la féroce exploitation coloniale, et des promesses mensongères des ministres français.

Le matin du 13 mai les organisations opportunistes et révisionnistes martiniquaises après leurs succès aux élections municipales organisent des manifestations à Pointe-à-Pitre, ils espéraient pouvoir dialoguer (sic) avec Messmer l'ancien d'Indochine et d'Algérie.

Les lycéens eux, organisent de manière autonome, sur des mots d'ordre anti-colonialistes une manifestation.

De l'autre côté, la police est là en force. La vermine fasciste, les anciens d'Indochine et d'Algérie bien décidés à se rattraper sont là.

La réponse de Messmer à la grave situation du peuple martiniquais et aux illusions des opportunistes fut la répression sauvage et aveugle des manifestants.

Le 13 mai dans l'après-midi, alors qu'il n'y avait pas de manifestation prévue, quelques internes (n'ayant pas manifesté le matin) sortent du lycée, des cars de gendarmes passent, des détonations claquent, 2 jeunes tombent le visage en sang, ils sont conduit à l'hôpital, l'un des deux, Gérard Nouvet, meurt le lendemain.

Ces événements ne sont pas une exception, depuis plusieurs années, la lutte des peuples des T.O.M. et D.O.M., très dure, menace le joug du colonialisme dans les vestiges de son ancien empire que le gouvernement moponopoliste défend avec acharnement.

LA JUSTICE COLONIALE

Messmer le « pur et dur » qui porte une indéniable part de responsabilité dans ce meurtre, quel fut son attitude ? Le gendarme meurtrier n'est nullement inquiété, mais Christion Courbain est traîné devant les tribunaux pour avoir révéler clairement ces événements !

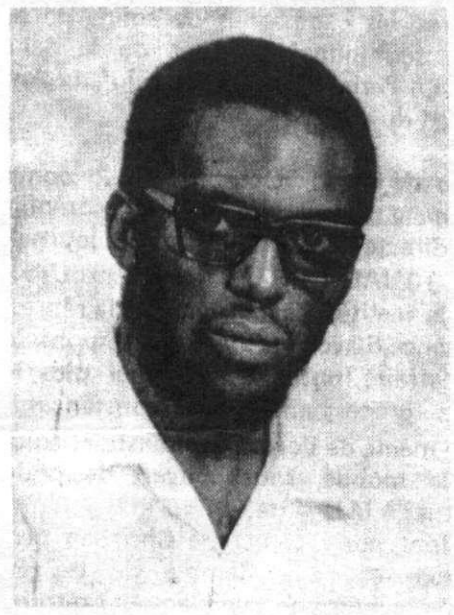
De plus, un an après les événements, le procès ne se tient pas à Pointe-à-Pitre mais à Paris car le peuple martiniquais connaît les faits et que Messmer, devenu premier ministre, sait que ce peuple excédé par l'oppression coloniale n'a pas dit son dernier mot sur cette ignoble affaire.

Malgré cela, le procès sera le procès du colonialisme français !

Que Messmer sache aussi que les marxistes-léninistes, les progressistes, les anti-colonialistes français, sauront briser le mur du silence.

Acquittez Courbain !

Vive l'INDEPENDANCE des peuples sous domination coloniale française !



Christian Courbain.

CHILI :

De nombreuses protestations se sont élevées contre la décision du tribunal de grande instance de Paris de faire une saisie-arrêt sur 1.250 tonnes de cuivre chilien — et contre la prétendue « neutralité » du gouvernement français dans cette affaire (cf. H.R. n° 161).

La Compagnie Américaine Kennecott (qui est à l'origine de cette requête qui viole grossièrement la souveraineté nationale du Chili) vient d'essuyer un premier échec. Les dockers du Havre, où le navire « Birte Oldendorff » qui transporte le cuivre était attendu, ont décidé de ne pas décharger le cuivre qui appartient au peuple chilien.

Le navire a dû annuler son escale au Havre, et fait actuellement route vers Rotterdam.

Ne laissons pas assassiner nos frères

Le mardi 3 octobre, quelques heures seulement après le départ de Debré du Champ-Borne, un de ses nervis, chauffeur de l'ambulance communale, abat de deux coups de carabine 14 mn un jeune du Chemin du Centre, Soundroun POUSPAN. Transporté par les compères de l'assassin au dépôt communal, il y restera 24 heures sans recevoir le moindre soin. C'est seulement le lendemain qu'il sera conduit, mort, à l'Hôpital Belle-Pierre.

Ainsi les commandos U.D.R.-U.J.P. exécutent promptement les ordres reçus : « Aucun séparatiste ne survivra à la disparition de la Réunion département français », proclamait, il y a peu, l'U.J.P. locale !

POUSPAN, SOUNDAROM et Denis AMABLE à St-Louis, François COUPOU et Eliard LAUDE à St-Denis... et tant d'autres encore morts à la suite de leurs blessures lors des campagnes électorales où l'impérialisme français fait régner la terreur ! C'est assez ! le peuple réunionnais ne tolérera plus que les fascistes assassinent les siens pour maintenir leur féroce oppression.

Soutien à la cause du peuple palestinien

Le dimanche 15 octobre, les forces sionistes israéliennes ont repris leurs raids contre le sud du Liban et la Syrie. A la stupeur générale. Hier encore, Golda Meir et sa clique parlaient de représailles justifiées, du « bon droit d'Israël, de sa survie ». Aujourd'hui, point du tout : elle revendique hautement l'agression !

Le général Herzog, ancien chef des services de renseignements, n'a-t-il pas déclaré à la radio : « *Désormais la seule présence des saboteurs* » (sic) en Syrie ou au Liban, qu'ils attaquent ou non les frontières, « *doit être considérée comme une provocation* ». Autrement dit, Golda Meir et sa clique considèrent l'EXISTENCE MEME DU PEUPLE PALESTINIEN COMME UNE PROVOCATION. De là, tout est simple, il faut le liquider ! Et les forces sionistes s'y emploient : Mirage, Phantom et Skyhawk bombardent les camps de réfugiés sans vergogne !

Cette logique est celle d'Hitler. Rien de moins. N'est-ce pas en mettant en cause *l'existence même* des Juifs — « bacilles dissolvants de l'humanité », disait-il — qu'il en entreprit l'extermination systématique. ?

Golda Meir et ses congénères sionistes tentent souvent de faire passer les amis du peuple palestinien pour des racistes antisémites. Les faits sont clairs pourtant : il n'y a pas plus raciste que le sionisme assassin du peuple palestinien et des peuples arabes !

Aujourd'hui où Golda Meir se place à la tête du terrorisme à grande échelle contre les peuples arabes, serrons les coudes avec eux. Renforçons notre soutien à la cause du peuple palestinien.

En dernière minute, nous apprenons que Wael Adel Zaraiter, représentant de l'Organisation de Libération de la Palestine en Italie, a été assassiné à son domicile.

Quelques jours plus tôt, Golda Meir déclarait : **« Nous frapperons les organisations terroristes partout où nous pourrons les atteindre. »**

Ni les menaces ni les crimes ne viendront à bout de la lutte du peuple palestinien. IL VAINCRA !

Les guérilleros palestiniens persévèrent dans la lutte armée.

ALBANIE AUJOURD'HUI
REVUE POLITIQUE ET D'INFORMATION
ABONNEMENT : 1 an, 20 F — L'exemplaire : 3,30 F
Ecrire à : Drejtoria Qëndrose e Përhapjes librit,
Rruga Konferenca e Pezës, TIRANA (ALBANIE)

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Haies - PARIS (20e) — Dépôt légal : 3e trimestre 1972